lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 100 — SEMAINE DU 28 JUILLET AU 3 AOUT 1970 — PRIX : 2 F

Tillon attaque Marchais, mais...

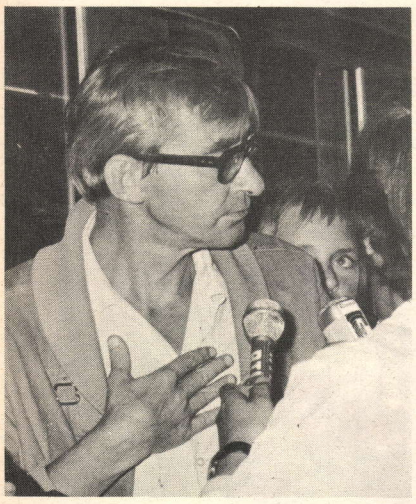
Les vrais problèmes ne sont pas posés

En bref

GUICHARD PREPARE UNE RENTREE CHAUDE

Pour toutes les Universités de la région parisienne, il n'y aura que huit cent cinquante postes de créés pour la prochaine rentrée universitaire. Y compris le personnel administratif. Voilà ce qui s'appelle officialiser la pénurie. Et que les universitaires et les étudiants ne viennent pas se plaindre. Guichard l'a dit : inutile d'insister, il n'y aura pas un poste de plus de créé. Et le ministre de dégager la voie pour un fonctionnement « satisfaisant » des facultés : faire travailler davantage les enseignants, occuper en permanence les locaux (qui sait, cela se produira peut-être) renoncer à faire des miracles : ajourner d'un an les enseignements nouveaux prévus.

Le programme défini par le ministre de l'Université ne sera certainement pas du goût des étudiants et des maîtres. Il y a toutes les chances que la situation soit telle que le pouvoir soit obligé de recruter un personnel supplémentaire. Mais ne sous-estimons pas Guichard et ses collègues du Conseil des ministres. Ils ont certainement envisagé d'embaucher rapidement quelques centaines... d'appariteurs musclés. Gouverner, c'est prévoir !



MERCI MONSIEUR LE JUGE

Bolo, après avoir payé d'une semaine de prison préventive, ses allures d'intellectuel hurluberlu, a finalement été remis en liberté (provisoire, car le juge est moins pressé de se dédire, qu'il ne le fut, à l'origine de cette affaire, de trouver un bouc émissaire).

Bolo déclare qu'il n'est pas gauchiste, nous en prenons bien volontiers acte. Mais les gauchistes lui sont tout de même redevables. N'a-t-il pas, en effet, permis de ridiculiser à la fois la justice la presse et ceux qui, témoins musclés, ont dans leur cœur, un gendarme qui sommeille. Belle performance !

Mais faut-il féliciter Bolo ? Peut-être n'a-t-il été que l'instrument choisi par le hasard. En fin de compte, tout le mérite revient sans conteste au magistrat instructeur : M. Huot-Marchand, qui a fait plus pour ridiculiser les légendes qui courent sur les gauchistes, que des pages entières de notre journal.

Nous espérons, Monsieur le Juge, que ce n'est qu'un début.

UN SEUL SOUCI : LE PROFIT

« Il y a environ 5 millions de gens qui vivent dans des logements surpeuplés, 2 millions et demi qui vivent dans des logements dont l'équipement est tout à fait insuffisant » (expression pudique pour désigner les logements insalubres). C'était M. Chalandon lui-même qui donnait ses chiffres le 15 juin dernier, dans son discours à la Fédération Nationale du Bâtiment. Après cet exposé clair et net de la situation, notre ministre poursuivait : « Vous savez qu'on ne produit pas assez parce que si l'on produisait plus, on ne pourrait pas vendre plus... ».

Puisque le problème est de vendre et non de satisfaire les besoins en logements de la population, il est donc normal de s'adresser en priorité, à la clientèle solvable. Quant aux autres, ceux qui ne peuvent ni acheter leur logement ni payer un loyer « normal, c'est-à-dire prohibitif, tant pis pour eux. C'est ainsi que les HLM (habitation à loyer modéré mais pourtant encore trop cher pour bien des bourses) restent vides ; que les crédits à la construction de logements sociaux diminuent (de 6 % en 70 par rapport à 69), que le nombre de HLM locatives diminue au profit des résidences de haut standing. Entre le 1er janvier et le 30 juin 70, et par rapport à la même période de l'année précédente, 16 % de moins de HLM locatives ont été mises en chantier (63.700 logements en 69, 53.500 en 70 contre 56.700 logements de luxe pour cette même année) et 6 % de moins ont été terminés.

Conséquence logique d'une politique du logement gouverné par la recherche du profit, il importe peu à notre ministre que des millions de gens dans les villes et ailleurs s'entassent dans des logements insalubres, peuplent des bidonvilles et les taudis, pourvu que les magnats de la Construction et de la Finance s'emplissent les poches et s'assurent des profits en construisant pour vendre au prix fort.

LE PANIER A « CAVES »

300 millions de dollars, soit 15 milliards de nos anciens francs, c'est le coût nécessaire, d'après le FBI pour mettre en application une loi contre la mafia. Il semble, en effet, que l'administration Nixon ait décidé de freiner quelque peu l'appétit dévorant des rois du crime, appétit estimé à 50 milliards de dollars annuels (2.500 milliards de nos anciens francs), soit le quart du budget américain !

Il va sans dire que les procès actuellement intentés aux successeurs du grand Capone soulèvent impudiquement le voile sur le milieu des grands capitalistes américains.

C'est ainsi que l'on apprend que M. Hugh Addonizio, maire de Newark, et Anthony Boiardo, richissime actionnaire de plusieurs sociétés, ne seraient que des responsables locaux de la mafia ! Ce qui en dit long sur les autres ! Quant à croire comme le prétend Nixon que c'est ainsi que l'on va liquider le gangstérisme aux U.S.A., c'est une autre histoire. Nous sommes plutôt portés à croire que cette affaire est un vulgaire épisode de la concentration capitaliste aux U.S.A. Les gros gangsters mangent les petits, n'est-ce pas Monsieur Al Nixon ?

INFAILLIBILITE DES FINANCES PONTIFICALES

Un journal italien ayant osé affirmer que le Vatican aurait vendu à la Fiat 30 % des actions qu'il possédait chez Lancia, qu'il aurait spéculé sur la réévaluation du Mark allemand et qu'il serait en possession d'un bon paquet d'actions des sociétés italiennes Ital, Cementi, Alfa-Romeo, IRL, etc., le Saint-Siège a cru bon de démentir violement tout cela. Et de préciser :

1) que sa participation à la société Italgas, loin d'être majoritaire, n'atteint que 0,92 % du capital de cette société ;

2) que ses participations à d'autres sociétés telles que SNIA, Viscosa, Monte-Edison, sont, elles aussi, inférieures à 1 % de leur capital ;

3) que son capital productif ne s'élève pas à 7.000 ou 8.000 milliards de lires, mais à la somme autrement plus modeste de 70 à 80 milliards de lires.

Médire de la sorte sur le compte... et les comptes du Pape dont on fête justement le centième anniversaire de l'infaillibilité ! Mais, était-il donc besoin à ce très saint personnage de s'abaisser à démentir, et de réaffirmer que « son royaume n'est pas de ce monde », ou plutôt... qu'il n'y participe qu'à 1 % ?

Bien sûr, si Dieu lui rend au centuple, c'est une autre affaire !

LE CAPITALISME : UNE CATASTROPHE

Le Midi ne connaît pas seulement les ravages des incendies de forêts, il est victime actuellement d'une nouvelle catastrophe qui se répète d'ailleurs pratiquement chaque année, aussi régulièrement que le feu. Il s'agit de la crise de surproduction qui affecte les fruits et légumes de la région.

Aujourd'hui se sont les tomates qui sont touchées par le fléau : on en a détruit il y a quelques jours plusieurs centaines de tonnes à Châteaurenard et à Perpignan. Le kilo de tomate se vend 20 centimes environ ce qui ne permet pas au paysan de rentrer dans ses frais. Bien entendu, la tomate continue de se vendre plus d'un franc le kilo sur les marchés des grandes villes...

On connaît quelques pauvres moyens pour lutter contre le feu, mais apparemment, contre les ravages du capitalisme, on est encore très démuni.

UN GOUVERNEMENT GENEREUX

2.300.000 vieillards « vivent » actuellement avec une pension de 2.900 F par an. On devrait plutôt dire qu'ils attendent de mourir, avec une telle somme.

Heureusement, France-Soir nous l'annonçait dans un gros titre, le gouvernement a tenu à faire quelque chose pour eux. Leur pension va être portée à... 3.000 F par an, soit un peu plus de 3 % d'augmentation, ce qui est même loin de compenser la hausse du coût de la vie. 3.000 F par an, soit environ 8 F par jour ! Voilà ce qu'accorde la nouvelle société à ceux qui ont trimé toute une vie. De quoi satisfaire France-Soir et autres prospectus officieux du pouvoir, mais sûrement pas les vieux.

UN DANGEREUX CRIMINEL

Il suffit de se présenter à un poste frontière pour se faire expédier en prison quand on est connu pour avoir milité à la Gauche prolétarienne, avant sa dissolution, c'est ce que montre l'arrestation de Gilbert Castro à Menton.

Que lui reproche-t-on au juste ? Il est soupçonné d'être le « trésorier » de la Gauche prolétarienne — sans preuve — et recherché « à la demande du procureur général de la Cour de Sûreté de l'Etat » pour le crime de..., tenez-vous bien, avoir participé à l' « impression et à la diffusion de Cahiers de la Gauche prolétarienne ».

Voilà qui vaut bien de le transférer au plus vite à Paris par avion comme un dangereux criminel au pays de la démocratie de M. Marcellin. Il est vrai que ce prétendu trésorier n'était pas, lui, un spéculateur.

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Impression : Roto technic Offset
Tél. : FLA. 37-07

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson, Initiative Socialiste, 54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6e.

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois	30 F
	1 an	50 F
sous pli fermé :	6 mois	70 F
	1 an	130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10.

Editorial

TILLON ATTAQUE MARCHAIS

mais les vrais problèmes ne sont pas posés

AVEC la nouvelle « affaire Tillon » succédant à « l'affaire Garaudy », le Parti Communiste Français est engagé dans une polémique comme on n'en avait pas connu depuis bien longtemps, et il n'y semble pas précisément à son aise.

A première vue, pourtant, l'affaire pourrait sembler plus digne d'intéresser **France-Dimanche** ou **Ici-Paris** que la presse politique. Quand Duclos raconte que son ancien collègue au Bureau Politique du P.C.F. est « tellement méchant » et « tellement bilieux », et que Tillon répond que Duclos ne s'intéresse qu'à ses chats, on n'en est pas encore aux histoires de fesses, mais peu s'en faut.

Même les arguments qui se veulent les plus politiques volent bien bas. Qu'importe, en effet, que Marchais soit finalement allé, ou ne soit pas allé, travailler en Allemagne au titre du STO, qu'il se soit, ou ne se soit pas évadé, et qu'il n'ait adhéré au PCF qu'en 1947. L'engagement tardif du secrétaire général adjoint du P.C.F. est peut-être un trait qui définit bien son caractère, mais le vrai problème, ce n'est tout de même pas seulement ce qu'est Georges Marchais, mais c'est ce qu'est le Parti Communiste Français tout entier, et ce qu'il représente, non pas seulement aujourd'hui, mais depuis des dizaines d'années.

Comme Garaudy, Tillon oppose le « groupe Marchais » au reste du parti (et se garde bien, du moins jusqu'à présent, d'attaquer Waldeck-Rochet). Il oppose le parti de la résistance à celui de 1970. Mais en quoi le premier était-il plus communiste que le second ? Le fait que Tillon, Garaudy, et quelques autres aient été écartés de sa direction semble maigre pour affirmer le contraire, et Tillon, ancien ministre de de Gaulle, est mieux placé que quiconque pour savoir que ce n'est pas d'aujourd'hui que le P.C.F. a renié toute velléité révolutionnaire, et est passé avec armes (même celles des F.T.P. !) et bagages du côté de l'ordre bourgeois.

Mais si la lutte qui oppose Garaudy et Tillon à Marchais et consorts ne peut en aucun cas être considérée comme la lutte d'une fraction authentiquement communiste — ou même seulement tendant à renouer avec la tradition communiste — contre la direction réformiste du parti, elle représente néanmoins l'affrontement des tendances principales qui s'opposent dans l'ombre au sein du P.C.F., et il s'agit peut-être d'un événement important — et en tout cas à suivre — dans l'histoire de celui-ci.

Si, en effet, un Garaudy ou un Tillon (ce dernier après dix-sept ans de silence), ont aujourd'hui choisi de livrer une lutte ouverte contre la direction du P.C.F., c'est sans aucun doute qu'ils estiment (à tort ou à raison, d'ailleurs) avoir quelques chances de succès dans leur entreprise. Et s'ils se gardent bien de poser, eux, les problèmes de fond, ceux-ci sont malgré tout sous-jacents, car c'est sur les contradictions principales du P.C.F. qu'ils s'appuient pour mener leur offensive.

Garaudy, l'ex-spécialiste des relations du P.C.F. avec les catholiques, ne peut en aucun cas être considéré comme un opposant « de gauche » à la politique de celui-ci. Il représente au contraire les courants les plus sociaux-démocrates du P.C.F., ceux qui sont le plus désireux de relâcher les liens qui unissent le parti à la bureaucratie soviétique, et de lui faire jouer, dans la société française, le rôle qui avait été celui du parti socialiste il y a cinquante ans. Quant à Tillon, c'est en tant que suspect de tendances « nationalistes », que l'ancien commandant des F.T.P. avait été exclu de la direction du P.C.F. en 1952, et il n'y a donc rien d'étonnant à ce que malgré les différences de leur passé, les deux hommes se retrouvent aujourd'hui dans le même bateau.

La critique de l'intervention russe en Tchécoslovaquie, la dénonciation des interventions de Moscou dans la vie intérieure du P.C.F. (Marchais, dit Tillon, aurait été mis en place par Brejnev lui-même) et de la « démocratie de l'essoreuse » découlent donc logiquement de ce que ces hommes représentent.

Mais Garaudy et Tillon ne peuvent réussir leur opération politique que s'ils sont capables de gagner à eux des troupes, aussi bien au sein du P.C.F. qu'en dehors. Or, la plupart des militants ouvriers du parti ne sont guère sensibles à la critique des liens avec l'U.R.S.S. Pour eux, au contraire, la fidélité à l'U.R.S.S. est liée à la fidélité aux idéaux socialistes, et s'ils ont adhéré au P.C.F., c'est en pensant pouvoir ainsi lutter pour les intérêts de leur classe. D'où la critique de la politique non-révolutionnaire du P.C.F. — avec des rappels de la résistance, destinés à toucher les vieux militants du parti —, et le flirt avec les gauchistes, que l'on déclare « comprendre », à défaut de partager leurs idées. Ces clins d'œil à gauche d'hommes comme Garaudy et Tillon sont d'autant moins surprenants que, du moins jusqu'à présent, ils ne tirent pas à conséquence.

Encore une fois, rien ne permet de dire, pour le moment, si l'opération a quelques chances de réussir, si Garaudy et Tillon peuvent gagner à eux une fraction de la base du P.C.F., ou si celui-ci sortira quasiment intact de cette crise, comme il est sorti de bien d'autres. Mais les révolutionnaires doivent suivre pas à pas le développement de la situation, d'une part parce que rien de ce qui concerne l'avenir du Parti Communiste Français, et donc du mouvement ouvrier de ce pays, ne peut leur être étranger, d'autre part, parce qu'ils doivent mettre à profit les répercussions actuelles de cette affaire dans leur travail en direction des travailleurs qui militent au P.C.F., ou qui sympathisent avec lui.

La nouvelle affaire Tillon donne lieu à un certain déballage de linge sale. A nous d'en profiter pour expliquer aux militants du P.C.F. quelle est la politique réelle de leurs dirigeants, et pour les inviter à faire la lessive.

Sommaire

EN FRANCE

● **Politique intérieure**

Page 5
— Les vrais problèmes de la Sécurité Sociale.

● **Dans les entreprises**

Page 12
— Les bureaucrates à l'œuvre chez Tachon (Bordeaux) et chez Legal (Le Blanc-Mesnil).

● **Il y a 25 ans**

Page 4
— Quand le P.C.F. aidait à reconstruire la France capitaliste.

● **Intervention au meeting Lutte Ouvrière du 26 juin**

Pages 6 et 7
— Le mouvement révolutionnaire, la petite bourgeoisie et le prolétariat.

DANS LE MONDE

Page 8
— ITALIE : 10 jours d'émeutes à Reggio de Calabre.
— ESPAGNE : 3 grévistes assassinés par la Garde Civile à Grenade.
— GRANDE-BRETAGNE : la grève des dockers montre la faiblesse du gouvernement.
Page 9
— MOYEN-ORIENT : vers le règlement du problème du Moyen-Orient sur le dos des Palestiniens ?

DIVERS

● **Critique**

Page 10
— Livre : « Contre le Courant » (Lénine et Zinoviev).
— Film : « KES » de Kenneth Loach.
Page 11
— Feuilleton : « Huasipungo » de J. Icaza.

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

LES PRIX AUGMENTENT :

DES ESCROCS A LA PETITE SEMAINE

L'ART d'interpréter les statistiques est décidément plein d'imprévu. Il y a tout juste quelques semaines, un petit communiqué annonçait discrètement que la hausse du coût de la vie était en deçà des prévisions, le gouvernement allait pouvoir se permettre l'augmentation du prix du gaz et de l'électricité (sic).

Il n'y a pas si longtemps non plus, Giscard chantait victoire devant l'Assemblée nationale : la France avait très bien supporté la dévaluation. C'est tout juste si on l'avait ressentie. Le plan de redressement qui comportait un discret blocage des prix avait parfaitement réussi. Bref, les spéculateurs comme les smicards avaient tout lieu d'être satisfaits. Merci Giscard.

Eh bien c'était hier ! Aujourd'hui, il en va autrement ; aujourd'hui, on reconnaît avec des paroles enveloppées que les prévisions officielles sont largement dépassées, qu'en six mois, la hausse du coût de la vie a déjà presque atteint l'indice primitivement prévu pour l'année entière et que la TVA par-ci, les fluctuations saisonnières par-là, les « accidents » par ailleurs, bref la conjoncture a ménagé bien des surprises.

En fait de surprise, il faut avoir la naïveté ou la filouterie des services de propagande officiels pour prendre aujourd'hui ces mines étonnées et navrées.

La ménagère qui n'a pas d'ordinateur à son service quand elle va faire son marché, n'a eu aucun mal à se faire une opinion et il ne fallait pas sortir de Polytechnique pour savoir, dès septembre 69, que les prix allaient grimper tranquillement pendant les mois à venir.

Seulement, les bons apôtres qui nous dirigent ont l'habitude de mentir comme des cochons. Cela fait partie de leurs méthodes de gouvernement. Pour éviter le mécontentement et l'inquiétude, pour faire passer la pilule et gagner du temps, ils nous ont servi les bobards traditionnels à peine rajeunis. Aujourd'hui, faisons-leur confiance, ils trouveront autre chose. Commes ces escrocs à la petite semaine qui inventent chaque jour quelque nouveau stratagème, nos ministres ne manquent pas d'expérience ; ils ont des explications pour tout, des paroles rassurantes pour chacun, des promesses plein leurs portefeuilles et des sourires ingénus pour la télévision. Et en coulisse, là où se traitent les affaires sérieuses, ils mettent au point leur politique au service des puissants.

Il y a tellement longtemps que ça dure qu'ils ne voient pas pourquoi cela ne marcherait plus. C'est peut-être là qu'ils se trompent. La vie sociale aussi a ses imprévus que les statistiques ne permettent pas de cerner. Et il se pourrait bien si le train de hausse continue à ce rythme et si l'on se fiche aussi ouvertement de nous que la rentrée de septembre dépasse le stade des parlottes, et que le « bon peuple » ne se contente plus de promesses et de miettes mais donne enfin le coup de balai nécessaire.

C. B.

A NOS LECTEURS

"LUTTE OUVRIERE"

continuera de paraître régulièrement chaque semaine (le mardi à Paris, le mercredi en province) durant tout l'été, bien que sur un nombre de pages réduit.

Nous demandons à nos lecteurs de continuer à nous soutenir durant cette période en achetant régulièrement « Lutte Ouvrière » même durant leurs vacances.

« Lutte Ouvrière » est en vente dans un grand nombre de kiosques et librairies et dans la plupart des maisons de la presse.

Il y a 25 ans

Quand le P.C.F. aidait à reconstruire la France capitaliste

« Dès lors qu'au lieu de la révolution, les communistes prennent pour but la prépondérance dans un régime parlementaire, la société court moins de risques ».
Général de Gaulle
Mémoires de Guerre - « Le Salut ».

« Nous voulons répondre à l'appel de la C.G.T. et participer avec enthousiasme à la bataille de la production. Et, comme sous l'occupation, nous voulons, pour gagner la guerre, nous entendre avec tous les bons Français, ouvriers, employés, paysans, patrons, intellectuels ».
Maurice Thorez
Discours au Comité Central du P.C.F. de janvier 1945.

SANS charbon, rien ne va, vous le savez bien, ni l'industrie, ni les transports ne peuvent fonctionner et, en premier lieu, sans l'augmentation de notre propre production, pas de reprise économique, pas de relèvement industriel, pas de renaissance nationale ».

Celui qui parlait ainsi, le 22 juillet 45, à Waziers, au cœur du pays noir, n'était ni un grand bourgeois de la finance, ni l'un des représentants de ces fameuses « 200 familles ». Il s'agissait de Maurice Thorez en personne, venu transmettre aux « gueules noires » les décisions prises par le Comité Central du Parti. Il était venu pour les sermoner, leur rappeler que « la grève est l'arme des trusts », que leur premier et seul objectif devait être « produire, faire du charbon ».

Ce n'était pas la première fois, que le Parti Communiste se faisait l'apôtre du travail. Le discours que tint Maurice Thorez ce jour-là avait le ton et l'esprit de tous ceux de l'époque. Il témoignait d'une politique que le Parti Communiste avait faite sienne depuis qu'il avait vu la possibilité de faire son entrée dans la vie parlementaire française et d'obtenir quelques porte-feuilles dans la gestion des affaires nationales. Sa monnaie d'échange avait été, d'abord et avant tout, son influence sur la classe ouvrière qui le rendait seul apte à la remettre à la tâche avec ordre, discipline et énergie.

En effet. Avant même que la libération militaire de la France ait commencée, le 4 avril 1944, le Comité Français de Libération Nationale, formé à Londres à l'initiative de De Gaulle, se proposait et s'organisait comme un véritable gouvernement provisoire de la République Française. Présidé par le général, ce gouvernement possédait une originalité. Pour la première fois, deux membres éminents du Parti Communiste Français y possédaient chacun un siège : Fernand Grenier, nommé Commissaire à la Guerre, et François Billoux, Commissaire d'Etat.

Cette présence, le P.C.F. l'avait ardemment voulue et recherchée. Envoyé à Londres auprès de de Gaulle, son représentant F. Grenier déclarait le 8 janvier 1943 : « Nous proclamons notre confiance en le général de Gaulle qui, le premier, leva l'étendard de la résistance ; en le général Giraud, chef des armées d'Afrique et en affirmant notre volonté de travailler à l'union de toutes les énergies françaises pour la libération de la France ». Dès lors, le Parti Communiste n'eut de cesse de faire disparaître toute méfiance envers lui, de démontrer au Comité Français que son seul souci était la libération de la France dans l'« union sacrée » et qu'il n'était pas question — du moins pour ses dirigeants — de tenter d'exploiter à d'autres fins la situation trouble que ne manquerait pas de créer le départ des Allemands.

Cette allégeance à la bourgeoisie, même si elle fut toujours considérée avec réserve par cette dernière, allait se manifester pleinement et concrètement au cours des années suivantes. Son influence, son poids, son organisation, la combativité de ses militants, le Parti les mit au service du pouvoir qu'il avait fait serment d'aider. C'est ainsi qu'il allait permettre à la bourgeoisie de reprendre en mains, pour ainsi dire sans heurts, l'appareil d'Etat, de rétablir « une seule armée, une seule police », de reconstruire l'économie française. En récompense de ses fidèles et loyaux services, le P.C.F. comptait recevoir enfin le « sacrement patriotique », attendait que lui soient accordés quelques postes ministériels. Par cette entreprise, le Parti comptait faire la preuve, aux yeux de la bourgeoisie française, de sa capacité à jouer le jeu parlementaire, à gouverner ou du moins à participer au gouvernement d'un Etat bourgeois, en se montrant le meilleur garant de la paix sociale.

Expliquant la présence des communistes à ses côtés mais leur rendant aussi un triste hommage, de Gaulle écrit dans ses Mémoires de Guerre (« Le Salut ») : « Mais la participation qu'il (le P.C.F.) a prise à la résistance, l'influence qu'il exerce sur la classe ouvrière, le désir qu'éprouve l'opinion et que je ressens moi-même de le voir revenir à la Nation, me déterminent à lui donner sa place dans le travail de redressement. Ruant, mordant, se cabrant, mais attelé entre les brancards et subissant le mors et la bride, il va donc lui aussi, tirer la lourde charrette ». Les rênes ? Elles sont, bien sûr entre les mains de de Gaulle, et avec lui, de toute la bourgeoisie française. Ils n'auront d'ailleurs qu'à se féliciter de leur décision, et de Gaulle pourra écrire, plus tard, en homme reconnaissant du service rendu : « Bien mieux, tant que je gouvernerai, il n'y aura aucune grève » !

Non seulement il n'y aura aucune grève importante, mais toute manifestation revendicative des travailleurs sera combattue vigoureusement par le Parti comme une trahison. Plus, le P.C.F. se transforme en champion d'un stakhanovisme bien français. Un exemple : « La Tribune », organe du syndicat des mineurs et similaires du Pas-de-Calais, ouvre une rubrique permanente « Les Artisans de la Renaissance Française » qui publie les noms et les trouvailles des ouvriers ayant permis d'améliorer le rendement.

C'est ainsi que pour poursuivre ses buts gouvernementaux, le P.C.F. se fit le serviteur zélé de la bourgeoisie qui, essouflée par la guerre, lui faisait néanmoins miroiter le plat de lentilles du pouvoir. Le discours de Waziers témoigne jusqu'où put aller dans ce sens le Parti par la voix de son porte-parole numéro un.

L. Plain.

EXTRAIT DU DISCOURS DE M. THOREZ AUX MINEURS DU NORD (WAZIERS - 21 juillet 1945)

Les mineurs doivent vaincre la réaction. Si les agents sabotent la production générale et la production du charbon afin d'empêcher la renaissance de l'économie nationale, c'est une raison suffisante pour qu'un ouvrier comprenant son devoir multiplie son effort de production. Il y a pas mal d'exemples de mineurs qui prétendent ne pas forcer à la production, ne pas pousser à la production et pas seulement parce qu'ils ont la crainte de voir baisser les prix à la tâche. Par exemple, dans un rapport, je vois : « Nous avons des conditions assez normales mais si nous dépassons, on va nous baisser les prix à la tâche. » Il y a aussi le fait que ces camarades eux-mêmes parfois ont peur de toucher de grosses quinzaines ; allons, disons le mot, ils ne veuent pas paraître des macas, n'est-ce pas ? Eh bien, ce n'est pas juste. Il y a tout de même un intérêt différent. Les macas, chers camarades, c'étaient ceux qui forçaient à la production pour le profit du patron au détriment de leurs frères, les ouvriers mineurs. Ils forçaient à la production pour faire baisser les prix à la tâche de leurs autres camarades. Aujourd'hui, il ne s'agit pas d'être un maca, il s'agit de produire afin que nous puissions accomplir, poursuivre, développer l'œuvre de libération : libération, non plus seulement maintenant du joug allemand, mais libération de toutes les entreprises de réaction, de toutes les entreprises fascistes.

Je veux d'ailleurs faire remarquer une chose, chers camarades, il y a des camarades qui disent : Mais si je travaille davantage, e donne davantage aux actionnaires, puisqu'il reste des actionnaires. » C'est une erreur, chers camarades. Dans les conditions actuelles, mettez-vous bien cela dans la tête, si vous avez peu produit, les actionnaires ont leurs 8 francs et si vous produisez beaucoup, ils ont quand même leurs 8 francs. Je dis cela parce que cela ne doit pas vous arrêter, étant donné que si vous sortez plus de charbon, cela ne signifie pas qu'il y a un franc de plus pour les actionnaires. Par conséquent, même de ce côté, il faut écarter l'argument démagogique de ceux qui disent : « Si je produis beaucoup, c'est pour les actionnaires. » Si vous produisez beaucoup, c'est seulement dans l'intérêt du pays, et c'est dans votre propre intérêt.

Et puis, je veux revenir sur la question des absences. On parle, on donne beaucoup de raisons, de prétextes, à ce propos.. Je dois vous dire, chers camarades, que je ne suis pas tout à fait convaincu des raisons qu'on donne pour justifier les absences. Quand on me dit, par exemple, qu'à Notre-Dame, ou dans certaines fosses de l'ancienne concession on a payé jusqu'à 27, 28, 30 % d'absences, je dis que c'est un scandale, ce n'est pas possible, cela ne peut pas continuer. On s'absente trop facilement pour un oui ou pour un non et un mineur qui a le goût de son métier, sait très bien que tant d'absences entraîne une désorganisation complète du travail. Les camarades présents sont les premiers à en souffrir. L'absence est justifiée ou n'est pas justifiée. Au lieu de produire, on désorganise la production, on fait tort à ses camarades, et pour quelle raison ? Parfois pour un oui ou pour un non, pour une égratignure. Je dis que c'est un scandale.

Je ne peux pas comprendre, par exemple, que des délégués à la Caisse de secours puissent donner des billets de malade sans journée de malade.

« Si tu es malade, tu auras ta journée de malade, tu auras tous les soins. Mais si tu n'es pas malade, tu travailleras, et si tu ne veux pas travailler, tant pis. » Chers camarades, celui qui a le billet de malade sans journée de malade, il a aussi son ravitaillement ; il a aussi les litres de vin, il a aussi la viande : il mange la part de ses camarades. Ce n'est pas possible, on ne peut pas continuer comme cela. Il faut avoir plus de conscience.

Je vais vous dire, mes chers camarades, que dans le bassin de la Loire, la même question s'est posée pendant l'hiver quand il y a eu tant de grippes, quand il y a eu tant de difficultés alimentaires. Le syndicat a réuni les délégués des Caisses de secours et leur a dit : « Epluchez les billets de malades et discutez avec les médecins » et on leur a dit : « Ces médecins, pour la plupart, ne sont pas vos amis. Ces médecins, temps les adversaires de la classe ouvrière, qui sont les ennemis des nationalistes, ils donnent facilement les billets de malade ; ils poussent à la désorganisation. » Il va y avoir des élections à la Caisse de secours. Le syndicat doit demander que ces questions soient posées largement et dire aux délégués des Caisses de secours que vous allez élire : « Il faut être intransigeant ; c'en est fini avec de telles méthodes, parce que c'est de l'anarchie, un encouragement à la paresse. »

Voici un autre cas. On m'a signalé l'autre jour que dans un puits, le puits de l'Escarpelle, une quinzaine de jeunes gens, des galibots, ont demandé de partir à six heures pour aller au bal. Je dis que c'est inadmissible.

Vous le savez bien, chers camarades, 'ai été jeune aussi. J'ai été aussi au bal et j'ai dansé, mais je n'ai jamais manqué un seul poste, à cause d'une fête ou d'un dimanche, jamais. D'ailleurs, il n'aurait pas fait bon à la maison. Il m'est arrivé de rentrer à la maison à cinq heures, de passer les loques et de partir. Je ne dis pas que la journée ait été très grosse, mais je n'ai pas manqué. Une fois, je l'ai raconté à mes camarades, 'avais 19 ans ; il m'est arrivé de travailler un lundi de ducasse au poste de deux heures. Je n'ai pas pu changer, e n'ai pas pu obtenir autre chose. J'ai travaillé au poste de deux heures et puis, la journée finie, je me suis lavé et j'ai couru à nouveau danser. Mais j'ai fait mon poste. . . . . .

.. Ici, chers camarades, je le dis en toute responsabilité au nom du Comité central, au nom des décisions du Congrès du Parti, je le dis franchement : il est impossible d'approuver la moindre grève, surtout lorsqu'elle éclate, comme la semaine dernière, aux mines de Béthune, en dehors du syndicat et contre le syndicat. On a pris des sanctions. Sur quatre porions, on en a réintégré deux, en les rétrogradant d'ailleurs. . . . . .

.. Eh bien ! quelques camarades s'insurgent, ils déclenchent la grève au n° 2 et dans toute la concession, si bien que nous avons perdu 30.000 tonnes de charbon au moins, en une période où le pays a besoin de la moindre gaillette, à l'heure où nous fermons des usines, à l'heure où, dans la région parisienne, on arrête des entreprises faute de charbon, et ces ouvriers, dont on arrête les usines, apprennent que dans un des trous essentiels du bassin minier du Pas-de-Calais, on fait grève parce que le nez du porion ne revient pas à un délégué. C'est un scandale, c'est une honte, c'est une faute très grave contre le syndicat et l'intérêt des mineurs. Des sanctions ont été prises, peut-être pas dans les formes où elles devaient l'être contre le délégué mineur et son suppléant, qui avaient couru les autres puits pour déclencher la grève. Je dis ouvertement que le mal, ce n'est pas la sanction : le mal, c'est que des communistes et des militants du syndicat des mineurs ne soient exposés à de telles sanctions. Et, sous prétexte que l'on a sanctionné le délégué mineur, on recommence la grève jusqu'à jeudi soir, et on a eu de la peine hier à faire reprendre le travail, bien que le ministre de la Production ait rapporté la sanction prise par le commissaire régional. Ce n'est pas ainsi qu'on travaille pour le pays. . . . . .

.. L'autre jour, on m'a parlé d'une grève possible des mécaniciens d'extraction. J'ai beaucoup de sympathie pour la mécanique d'extraction. C'est vraiment un travail qui comporte une lourde responsabilité, et on trouve chez les mécaniciens d'extraction une grande conscience professionnelle. Je pense qu'il faut leur assurer les meilleures conditions de salaire et de travail. Mais là encore, pas par la grève. Comment, vous êtes deux et parce qu'à deux vous avez décidé de faire la grève, vous allez empêcher mille ouvriers de travailler ? Ce n'est pas possible, voyons, il faut être plus sérieux.

Les vrais problèmes de la Sécurité Sociale

LA grande « réforme » de la Sécurité Sociale qu'on nous promettait a été renvoyée aux calendes grecques par le gouvernement qui s'est contenté de déclarer qu'il l'étudie pour dans deux ans.

A la place, le gouvernement a pris une série de petites mesures. Elles sont de deux sortes : d'une part, des mesures démagogiques qui ne lui coûtent pas grand-chose, telles la création d'une allocation pour les orphelins, d'ailleurs très faible, ou le léger relèvement du minimum vieillesse. Quant au relèvement des allocations en faveur des familles bénéficiant de l'allocation de salaire unique il est contrebalancé par d'autres mesures telles que la suppression de l'indemnité compensatrice. Par ailleurs, le gouvernement cherche à réduire le fameux déficit de l'assurance maladie. Pour l'instant, on se contente d'un jeu d'écriture : le taux des cotisations patronales pour les allocations familiales baissera de 11,5 % à 10,5 %, ce « point » étant transféré à l'assurance maladie. Les autres mesures prises sont insignifiantes : la réduction du nombre de médicaments reconnus par exemple ne touche que des spécialités très rarement utilisées.

Le gouvernement ne semble donc pas encore décidé à livrer cette attaque en règle contre le droit à la santé des travailleurs qu'il nous promet depuis des mois, afin d'éponger le déficit de l'assurance-maladie. Mais ne nous berçons pas trop d'illusion, ce n'est sans doute que partie remise, motivée par la crainte de mécontenter une fraction importante de la population, alors que tous les politiciens songent déjà aux municipales de 1971. Et il n'est pas du tout sûr qu'il respecte le sursis de deux ans qu'il nous promet.

Pour Pompidou et ses pareils, les problèmes de santé des classes laborieuses restent le cadet de leur soucis. Ce qui les inquiète, ce n'est pas que les ouvriers meurent, en moyenne, plus jeunes que les cadres, que les hôpitaux vétustes soient surchargés, que beaucoup de travailleurs et leur famille se soignent insuffisamment parce que, même avec la Sécurité Sociale, la maladie pèse lourd dans un budget ouvrier. Non, pour ceux qui nous gouvernent, tout ce qui existe est encore trop beau, parce que cela coûte trop cher.

Pour eux, les travailleurs se soignent trop bien, vont dans des hôpitaux trop beaux et il faut réduire cette « surconsommation médicale » comme ils disent. Mais ce fameux déficit dont on nous rebat les oreilles n'existe que parce que de nombreux patrons ont des milliards de retard dans leurs cotisations, parce que les trusts pharmaceutiques font payer de nombreux médicaments à des prix bien supérieurs à leur prix réel, recevant ainsi une véritable subvention de la part de la Sécurité Sociale, et surtout parce que l'Etat fait payer par la Sécurité Sociale une partie des charges qui lui incombent (construction et équipement d'hôpitaux, prise en charge d'une partie de l'enseignement médical, prise en charge du déficit des régimes dits spéciaux, etc.).

Dans une conférence de presse, l'an dernier, Pompidou affirmait qu'il fallait combattre à tous prix les frais croissants dépensés pour la santé. Comme si il était anormal qu'à notre époque, chacun puisse se faire soigner convenablement, et qu'une part importante des ressources de la société y soit consacrée. Et si il y a, dans l'organisation de la médecine et de l'industrie pharmaceutique, un gaspillage notoire, ce gaspillage n'est-il pas à l'image de cette société, qui est à l'origine d'un gaspillage infiniment plus important encore : celui provoqué par les innombrables maladies qui ont pour origine le mode de vie aberrant que nous impose la société actuelle.

J. Hainaut.

UN CONSEIL QUI A LE SENS DE L'ETAT

IL a fallu deux ans aux hauts dignitaires qui composent le Conseil d'Etat pour avaliser la décision gouvernementale de dissoudre, au lendemain de mai 68, des organisations d'extrême-gauche. Deux ans, c'est bien long, et ce d'autant plus que la loi elle-même prévoit qu'en cas de recours contre l'interdiction, le Conseil d'Etat doit statuer très rapidement. Il faut dire que cette lenteur, pour illégale qu'elle soit, s'explique facilement. Marcellin a pris tout son temps pour fournir au Conseil d'Etat les « preuves » de l'action subversive des groupes visés : en l'occurrence quelques tracts et affiches qui auraient appelé aux « manifestations armées » de mai 68. Les magistrats, de leur côté, ont sagement attendu que Marcellin prenne son temps pour rendre un arrêt qui dans l'ensemble satisfait les autorités : il a accepté la dissolution de la plupart des groupes concernés : Jeunesse Communiste Révolutionnaire, Parti Communiste marxiste léniniste, Voix Ouvrière. Il a par contre rejeté la dissolution de la Fédération des Etudiants Révolutionnaires, de Révoltes et de l'Organisation Communiste internationaliste.

Ce n'est ni un désaveu ni une manifestation d'indépendance du Conseil d'Etat par rapport à Marcellin, les arguties juridiques qui ont présidé à cette discrimination n'ont pas plus de poids que celles qui ont entraîné la dissolution en juin 68.

En vérité, aucune preuve tant soit peu sérieuse n'a pu être apportée contre les organisations dissoutes. Les militants responsables de ces groupes arrêtés en juin 68 ont tous été relâchés, sans qu'aucune inculpation leur soit signifiée. Bien entendu, personne ne peut penser qu'un tel état de choses ait pu se produire si ces groupes s'étaient engagés pratiquement dans un renversement armé du pouvoir. La bourgeoisie n'est pas aussi insouciante, pour relâcher ainsi les soi-disants responsables de la subversion !

Alors ? La décision du Conseil d'Etat mesure en fait les liens qui unissent, en toute légalité, la magistrature et le pouvoir.

F. D.

TECHNIQUE DE POINTE ET METHODES POLICIERES

LE 22 juillet dernier, quatre jeunes, accusés de diffuser « Lutte Ouvrière »,, ont été arrêtés devant l'I.B.M. Corbeil. La police est arrivée en car directement sur les lieux, dans le but manifeste de « coffrer » les diffuseurs. Elle a aussitôt appréhendé deux d'entre eux, frappant l'un d'eux et menaçant de les « rosser ».

Les flics avouaient ouvertement être venus sur la demande du patron d'I.B.M. C'est d'ailleurs ce que l'on a vu quand après une courte « chasse à l'homme » ils ont arrêté et fait « identifier » deux autres jeunes par le chef des flics maison. La course dans leur 404 les ayant certainement épuisés, ils ont passé leurs nerfs sur les jeunes, les giflant en se lamentant sur la « belle époque » du fascisme hitlérien où au moins on savait « moucher » les jeunes !...

Après six heures passées au poste, ces jeunes ont été relâchés avec un procès-verbal et encourent une forte amende pour diffusion de tracts non signés.

Comme quoi le patron d'I.B.M., s'il sait prôner devant ses ouvriers la « société de l'homme moderne », s'il se dit à la pointe du progrès technique, vient de montrer qu'il ne dédaigne pas recourir aux bonnes vieilles méthodes: au paternalisme bon ton quand tout va bien dans sa bergerie, à la matraque pour les brebis galeuses.

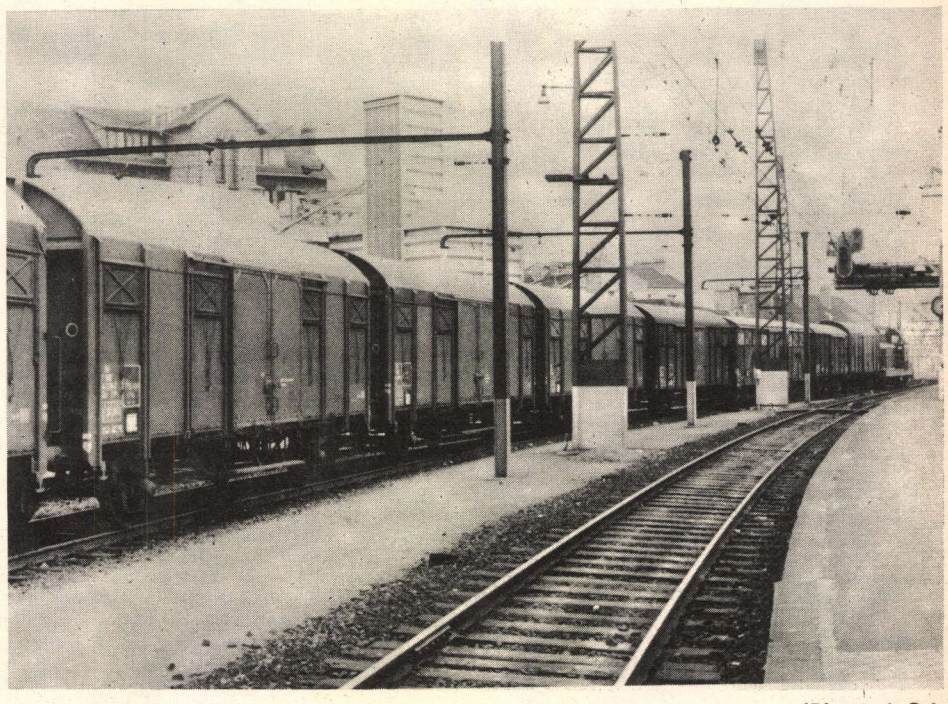
Toulouse : Encore un accident à la S.N.C.F.

DANS la nuit du 23 au 24 juillet, un travailleur de la S.N.C.F., à Toulouse, a été victime d'un accident qui aurait pu lui coûter la vie. Ce camarade était en train de réparer un moteur d'aiguillage, et, comme le veut le règlement, un autre camarade était chargé d'assurer sa protection. Mais trois locomotives sont passées au même instant : au moment où un train de voyageur passait à sa droite, un autre train passait à sa gauche et une locomotive de manœuvre rentrait au chantier de formation. C'est cette troisième locomotive qui l'a surpris ; sans doute a-t-il dû faire un mouvement de recul, et la machine l'a fauché. Heureusement, le mécano a entendu du bruit et il s'est aperçu qu'un homme avait roulé sur le ballast. Il s'est arrêté, et avec les hommes de manœuvre qui se trouvaient dans la cabine arrière, il a porté secours à ce camarade qui était très sérieusement blessé à la tête.

Ensuite, le chef de manœuvre a téléphoné aux « huiles » pour les avertir de cet accident, mais il n'a eu que des rires et des plaisanteries de mauvais goût pour réponse. Ce sont donc les cheminots, les camarades de travail du blessé qui se sont occupés de son transfert à l'hôpital.

Et ce n'est qu'une fois le problème résolu de cette manière que les « huiles » se sont empressées, et nullement pour s'enquérir de l'état du blessé, mais uniquement pour faire leur enquête et pour savoir à qui attribuer la responsabilité de l'accident.

La responsabilité de l'accident ! Elle n'est pourtant pas bien difficile à trouver, et à cet égard, les circonstances dans lesquelles il s'est déroulé sont parlantes. Chaque jour, les cheminots risquent leur peau sur les voies, parce qu'ils travaillent dans des conditions extrêmement dangereuses, à peine protégés par des règles de sécurité dérisoires, parce qu'ils doivent accomplir de longues journées de travail et des roulements éreintants. Les responsables, ce sont les « huiles » qui s'occupent de l'organisation du travail à la S.N.C.F., et qui viennent, après coup, constater les dégâts.



(Photo L.O.)

TEXTES DES INTERVENTIONS DE LA RÉUNIO

Le mouvement la petite bourgeoisi

LES perspectives du mouvement révolutionnaire ne sont pas seulement déterminées par la situation politique générale qui existe dans ce pays. Les perspectives du mouvement révolutionnaire dépendent aussi, et ce n'est pas moins important, bien au contraire, de ce qu'est ce mouvement lui-même, aujourd'hui, comme de ce qu'il est susceptible de devenir.

Le mouvement révolutionnaire est, bien sûr, loin d'être homogène. Il est au contraire divisé en une multitude de groupes et de tendances qui ont, sur la plupart des questions, des positions fort divergentes. Mais il n'en reste pas moins vrai que tous ces courants ont beaucoup plus de points communs qu'ils ne veulent bien l'avouer, et ce dont il s'agit ici, ce n'est pas de procéder à la critique de telle ou telle tendance particulière, mais au contraire de dégager les grands traits de la physionomie du mouvement révolutionnaire, tel qu'il existe actuellement, traits qui se retrouvent finalement, sous une forme ou sous une autre, dans la quasi totalité de ses tendances.

Et le trait dominant de cette physionomie, celui qui finalement conditionne tout le reste, c'est la composition sociale petite bourgeoise de ce mouvement, et sa très faible implantation dans la classe ouvrière. C'est d'ailleurs un phénomène que personne ne nie. Mais il ne suffit pas de le reconnaître. Il faut en tirer toutes les conclusions.

Il s'agit là, nous le savons bien, d'une situation dont les différentes tendances révolutionnaires ne sont que partiellement responsables, et qui résulte en grande partie des conditions historiques particulièrement difficiles que le mouvement révolutionnaire a connu pendant des décennies, après le triomphe du stalinisme en U.R.S.S., et dans le mouvement ouvrier mondial.

Mais il n'empêche, que le fait que pendant toute une période historique les idées révolutionnaires n'aient pu se perpétuer que dans de petits cercles, essentiellement composés d'intellectuels d'origine petite-bourgeoise, est un fait lourd de conséquences ; et cela d'autant plus que l'explosion de mai 1968 n'a nullement changé, du moins sur ce terrain-là, la physionomie du mouvement révolutionnaire.

Mai 68, et la petite-bourgeoisie intellectuelle

En effet, si Mai a révélé l'existence d'un courant révolutionnaire à l'ensemble de la population de ce pays, si ce courant a vu ses effectifs croître rapidement, cette croissance s'est néanmoins, pour l'essentiel, effectuée en dehors de la classe ouvrière, dans le milieu originel de « l'intelligentsia » petite-bourgeoise.

Et ceci, pour deux raisons au moins : d'une part, parce que c'était là que le mouvement révolutionnaire était préalablement implanté, et qu'il n'avait pas sa volonté tout entière tournée vers le but de se lier le plus étroitement possible à la classe ouvrière, d'autre part, parce que malgré la grève générale qui a paralysé ce pays pendant près d'un mois, le mouvement de Mai 1968 a touché beaucoup plus profondément la petite-bourgeoisie intellectuelle que la classe ouvrière.

Cela ne signifie pas, bien sûr, que le mouvement révolutionnaire n'aurait pas pu s'implanter dans les entreprises beaucoup plus profondément qu'il ne l'a fait, s'il avait su faire autre chose que des cortèges en direction des usines, cortèges qui se heurtèrent à des portes fermées, et à la fin de non-recevoir des appareils syndicaux.

Mais il n'en reste pas moins, que la couche sociale qui était la plus radicalisée en mai, celle qui a déclenché la crise, et qui est restée mobilisée le plus longtemps, c'est la petite bourgeoisie intellectuelle, et en particulier sa composante étudiante, bien que ce soit la grève générale qui ait donné à la crise de Mai 68 son caractère politique.

Et finalement, loin de permettre au mouvement révolutionnaire de sortir du marais petit-beourgeois, à la fois à cause de ces raisons objectives, et de l'incapacité de ce mouvement à se lier à la classe ouvrière, Mai 1968 l'y a un peu plus profondément enfoncé encore.

Certains camarades pensent qu'au fond cela n'a guère d'importance, que l'essentiel, c'est que ce mouvement révolutionnaire se soit développé, et qu'il y ait aujourd'hui dans ce pays des milliers de militants qui se réclament du marxisme révolutionnaire, et ils n'attachent aucune importance à l'origine sociale de la grande majorité de ces militants.

Mai 68 : la mobilisation des intellectuels petits-bourgeois. (U.P.I.)

Idées révolutionnaires et classes sociales

Les idées, les conceptions, d'un homme ou d'un militant ne sont certes pas automatiquement déterminées par son origine sociale. L'histoire du mouvement ouvrier montre au contraire de nombreux exemples d'intellectuels d'origine petite-bourgeoise, à commencer par Marx, Engels, Lénine et Trotsky, qui ayant complètement rompu avec leur classe d'origine, sont devenus les porte-paroles les plus conséquents du prolétariat.

Mais le problème ne se pose absolument pas dans les mêmes termes lorsqu'il s'agit, non plus d'individus, mais de classes, ou de couches sociales.

Les étudiants qui se sont battus en mai 1968 se réclamaient certes, du moins dans leur majorité, du socialisme, et ils défilaient derrière des drapeaux rouges en chantant l'Internationale. Mais ils se battaient néanmoins en tant qu'étudiants, et non pas en tant que « marxistes révolutionnaires ». C'est à partir de leurs problèmes particuliers qu'ils s'étaient mobilisés, et malgré la phraséologie socialiste qui recouvrait le tout, à aucun moment, le mouvement étudiant en tant que tel ne s'éleva concrètement au-dessus de ses intérêts et de ses préoccupations étroites de couche sociale bien déterminée. Leur mécontentement devant la situation présente qui leur était faite, leur appréhension devant l'avenir incertain qui les attendait, les étudiants les revêtirent du masque idéaliste du socialisme. Mais à aucun moment le socialisme ne fut vraiment pour eux une préoccupation réelle, se traduisant par des faits et par des actes.

S'il avait existé en mai 1968 un parti révolutionnaire prolétarien, celui-ci aurait certes pu offrir des perspectives aux étudiants, sans cesser pour autant d'être un parti prolétarien, en leur proposant non pas n'importe quelle solution, mais les solutions du prolétariat à leurs problèmes. Et il aurait évidemment dû le faire.

Mais les organisations révolutionnaires qui s'étaient implantées dans le milieu étudiant avant mai 1968 n'avaient aucune base ouvrière. Et elle ne pouvaient pas, de ce fait, prétendre représenter auprès des étudiants une classe sociale ayant un rôle déterminant dans la société, et parler en son nom. Elles ne pouvaient, pour gagner de l'audience, que se faire les porte-paroles du mouvement étudiant en tant que tel, c'est-à-dire, parce qu'il faut tout de même appeler les choses par leur nom, qu'elles ne pouvaient que se faire les porte-paroles de couches petites-bourgeoises, et c'est ce qu'elles ont fait.

Et il ne s'agit pas là d'un simple problème tactique, il s'agit là de quelque chose extrêmement lourd de conséquences, car il n'y a finalement rien de plus grave, pour des « marxistes révolutionnaires » dignes de ce nom, que de se faire les porte-paroles d'une autre classe sociale que le prolétariat.

Un phénomène international

Il faut bien voir, cependant, que l'attitude de la plupart des tendances révolutionnaires par rapport au mouvement étudiant, avant, pendant, et après mai 1968, n'a nullement constitué un phénomène nouveau et original. Il ne s'agit au contraire que de l'illustration, dnas ce cas particulier, d'un phénomène bien plus général, touchant le mouvement révolutionnaire à l'échelle mondiale depuis des décennies, et lié aux caractéristiques de l'histoire, et des luttes de classes internationales du dernier quart de siècle.

En effet, ce qui caractérise la période qui s'est ouverte au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, c'est le fait que nulle part, pratiquement, la classe ouvrière n'a engagé la lutte pour le pouvoir, et c'est le rôle politique important joué, par contre, dans les pays sous-développés, par des mouvements nationalistes bourgeois.

Les raisons de cet état de fait sont peut-être multiples. Mais il est en tout cas certain que l'absence de directions révolutionnaires, reconnues par une avant-garde ouvrière — même extrêmement limitée — a joué un rôle considérable. C'est que le stalinisme, alors à son apogée, avait réussi dans sa tâche. Il avait réussi à isoler complètement les révolutionnaires du mouvement ouvrier. Les appareils bureaucratiques, staliniens ou réformistes classiques, tenaient partout la situation en mains, et la Sainte Alliance de l'impérialisme et du Kremlin était parvenue à conjurer pour toute une période le danger d'une révolution prolétarienne.

Tout cela ne signifie évidemment pas que la classe ouvrière internationale soit restée passive depuis vingt-cinq ans. Dans presque tous les pays, au contraire, elle a livré des luttes importantes, et qui ont bien souvent débordé le simple cadre économique. Mais la conscience de la classe ouvrière ne s'est pratiquement jamais élevé, pendant cette période, jusqu'à poser explicitement le problème du pouvoir. Et il n'y a guère qu'en Hongrie, en octobre-novembre 1956, qu'on vit apparaître au sommet de la lutte, et pour une brève période, des conseils ouvriers, embryons de pouvoir prolétarien, renouant avec la tradition des soviets des années 1920.

Mais le retard de la révolution prolétarienne n'a bien sûr pas arrêté l'histoire. Celle-ci a naturellement continué, et le dernier quart de siècle n'en a pas moins été le théâtre de bouleversements politiques profonds. Mais ce n'était plus le prolétariat international, comme dans les années 20, qui faisait entendre sa voix. C'était la bourgeoisie embryonnaire des pays sous-développés, qui, profitant des circonstances, et notamment de l'absence d'un danger immédiat de révolution prolétarienne, revendiquait contre les métropoles impérialistes le droit à la vie et au développement.

Cette vague de mouvements nationalistes bourgeois qui déferla sur les pays sous-développés à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale, et qui n'est pas encore retombée, a profondément marqué le mouvement révolutionnaire, non seulement en France, mais, encore une fois, à l'échelle internationale.

N PUBLIQUE DU 26 JUIN A LA MUTUALITÉ

révolutionnaire,
e et le prolétariat

Etats ouvriers, et révolutions bourgeoises

N'ayant pas vu surgir, au lendemain de la guerre, la révolution prolétarienne qu'ils attendaient de leurs vœux, bien des camarades, découragés, ont cédé à la pression petite-bourgeoise, et se sont empressés de prendre leurs désirs pour des réalités, avec d'autant plus de facilité que nombre de leaders de ces mouvements d'émancipation nationale n'hésitaient pas à se réclamer du socialisme, voire même du communisme.

Le mouvement révolutionnaire s'est bien sûr divisé en de multiples tendances pour savoir lesquels, parmi ces nouveaux Etats indépendants, ont droit à l'étiquette d'Etats ouvriers. Pour les uns, en plus des démocraties populaires, il n'y a que la Chine qui mérite ce titre. D'autres y ajoutent Cuba. D'autres encore dénombrent tellement d'Etats ouvriers, qu'ils préfèrent parler, sans doute pour gagner du temps, de « ce qui reste de capitalisme dans le monde ». Mais malgré ces divergences, il y a entre toutes ces tendances un point commun, fondamental, qui est qu'elles emploient le terme d'Etat ouvrier — en précisant certes, parfois, déformé, ou dégénéré — pour qualifier des régimes dans la naissance desquels le prolétariat n'a joué absolument aucun rôle indépendant. Pour qualifier des Etats que non seulement le prolétariat ne contrôle pas, si peu que ce soit, mais qu'en outre, il n'a jamais contrôlé. Pour qualifier des Etats qui sont non seulement étrangers au prolétariat, mais qui, tout en niant d'ailleurs la lutte de classe dans ces pays, lui sont résolument hostiles, parce qu'ils représentent bel et bien des intérêts de classe opposés.

C'est à une véritable révision du marxisme que se livrent ainsi ces camarades, et ce, sur un point déterminant, fondamental. Plus d'un siècle après que le Manifeste Communiste ait proclamé que l'antagonisme qui oppose le prolétariat industriel à la bourgeoisie, et que ce prolétariat était la seule classe sociale capable d'accoucher le vieux monde du socialisme, faire l'apologie des luttes de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie des pays sous-développés comme voie vers le socialisme, c'est en fait tourner le dos complètement au socialisme.

L'héritage stalinien

Ce ne sont d'ailleurs pas les militants révolutionnaires qui défendent aujourd'hui ces conceptions politiques qui les ont inventé. Il s'agit là, il faut le voir clairement, de l'héritage stalinien, de l'héritage de la politique qui permit à la bureaucratie soviétique, après 1924, de dévoyer l'énergie révolutionnaire des masses des pays coloniaux et semi-coloniaux, et de les mettre à la merci de leurs bourgeoisies nationales.

L'Internationale Communiste du temps de Lénine dénonça toujours impitoyablement toute politique de « Front national ». Elle exigeait que les militants révolutionnaires prolétariens, quel que soit leur nombre, s'organisent de manière rigoureusement indépendante, et mènent une politique indépendante des organisations nationalistes bourgeoises, y compris de celles qui se paraient de l'étiquette socialiste ou communiste.

Mais après la stalinisation de l'Internationale Communiste, les choses changèrent du tout au tout. Non pas à cause d'une appréciation différente, ou d'une erreur fortuite, mais sur des bases de classes.

La bureaucratie soviétique, qui craignait en effet plus que tout la victoire de la révolution prolétarienne dans un autre pays, fit en effet alliance, à l'échelle internationale, avec la bourgeoisie contre le prolétariat. Et dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, elle mit tout en œuvre pour subordonner le prolétariat au mouvement d'émancipation national bourgeois.

C'est ainsi qu'au nom du communisme elle élabora une politique qui en était la vivante antithèse, et qui représentait très conséquemment les intérêts des différentes bourgeoisies nationales de ces pays, sous la couverture du « Front national », rassemblant toutes les classes sociales, sans distinction, dans la lutte, non plus pour la révolution socialiste, mais, et nous reviendrons sur cette formule, contre l'impérialisme, ou même, quelquefois, tout simplement pour « l'indépendance » nationale.

Evidemment, la différence entre la bureaucratie stalinienne, et les camarades qui, d'une manière ou d'une autre ont repris à leur compte sa politique, c'est que la première était, et est toujours, ouvertement et consciemment contre-révolutionnaire, alors que nous ne doutons pas que les seconds souhaitent sincèrement le triomphe de la révolution socialiste mondiale. Mais en politique aussi, l'enfer est pavé de bonnes intentions, et jusqu'à présent les errements politiques du mouvement révolutionnaire n'ont pas eu de conséquences graves que pour la seule et unique raison que ce mouvement n'a pratiquement aucune influence.

Internationalisme et « anti-impérialisme »

Tout cela n'empêche certes pas l'ensemble du mouvement révolutionnaire français de se réclamer du marxisme, et de prétendre représenter des intérêts prolétariens. Et certains penseront peut-être, qu'après tout la Chine ou Zanzibar c'est très loin, qu'il est bien difficile de savoir ce qui se passe exactement là-bas, et que ce qui compte, c'est finalement ce que les gens font, là où ils sont.

Le malheur, c'est qu'on ne peut pas se mettre à la remorque d'organisations nationalistes-bourgeoises à l'échelle internationale, et défendre conséquemment les intérêts de la classe ouvrière là où on milite.

Nous sommes internationalistes. Et notre internationalisme n'est pas un bon sentiment, destiné à orner les discours des militants socialistes. Il exprime au contraire une réalité concrète, qui est l'unité de la lutte des classes à l'échelle internationale et l'unité organique du prolétariat mondial.

Et il est d'ailleurs logique que le passage du mouvement révolutionnaire sur des positions ultra-opportunistes, en ce qui concerne le problème de la révolution socialiste dans les pays sous-développés, se soit accompagné de la substitution de fait, à l'internationalisme, d'une honteuse caricature de celui-ci, qualifiée du nom pompeux « d'anti-impérialisme ».

Il s'agit là d'une formule qui peut avoir bien des sens différents, et qui comme telle n'en a donc aucun en propre. Si par lutte « anti-impérialiste », on veut désigner une lutte qui se donne pour but final la destruction de l'ordre social impérialiste à l'échelle internationale, il faut alors préciser très clairement que pour nous, marxistes révolutionnaires, il n'y a qu'une seule classe sociale qui soit anti-impérialiste, et que cette classe est le prolétariat. Si par contre on entend par là une lutte qui veut, ici ou là, arracher quelques concessions à un impérialiste déterminé, ou même à l'impérialisme en général, au profit de la bourgeoisie nationale d'un pays sous-développé, alors il est bien évident que tous les dirigeants de ces pays, sans exception, y compris un Bourguiba, y compris un Thieu ou un Ky, sont des « anti-impérialistes », parce qu'ils visent tous à obtenir de l'impérialisme les plus grosses miettes possibles.

Révolutionnaire prolétarien, ou révolutionnaire bourgeois ?

Marxisme et populisme

Un certain nombre de tendances révolutionnaires emploient d'ailleurs, pour parler de la situation française, le même langage opportuniste que pour parler des luttes qui se déroulent dans les pays sous-développés. La force sociale sur laquelle ils veulent s'appuyer, et dont ils veulent être les représentants, ce n'est pas la classe ouvrière, mais le « peuple » tout entier. La révolution dont ils parlent, ce n'est pas la révolution prolétarienne, mais une révolution « populaire », et même quand ils s'adressent à la classe ouvrière, ce n'est pas en tant que classe exploitée dans le système de production capitaliste, c'est bien souvent en tant que groupe social commandé, dirigé, par des « petits chefs », ou des grands, au nom d'une idéologie anti-autoritaire.

Cet oubli du rôle dirigeant dévolu à la classe ouvrière dans la révolution socialiste, rôle lié à la place particulière qu'occupe cette classe dans le système de production capitaliste, constitue en fait un véritable retour au populisme, c'est-à-dire à des conceptions politiques pré-marxistes.

Mais il faut bien voir que les camarades qui défendent de telles positions ouvertement, s'ils ne représentent qu'une fraction du mouvement gauchiste, ne font qu'illustrer de la manière la plus conséquente la tendance d'ensemble de ce mouvement, qui est d'attribuer à d'autres couches sociales que le prolétariat, le rôle qui incombe à celui-ci dans la révolution socialiste.

Car si l'implantation des révolutionnaires dans la classe ouvrière est extrêmement faible, loin de chercher à remédier systématiquement à cette faiblesse, en consacrant l'essentiel de leurs forces à un travail méthodique en direction des entreprises, la plupart des tendances révolutionnaires ont au contraire fait de pauvreté vertu, ont théorisé leurs propres faiblesses, et ont « découvert » que d'autres couches sociales, carrément extérieures au prolétariat, comme le mouvement étudiant, ou à la limite de celui-ci, comme les enseignants ou les techniciens, pouvaient jouer le même rôle.

On peut certes jouer sur les mots, et affirmer que les instituteurs, parce qu'ils sont salariés, représentent la même chose que le prolétariat industriel. On peut même prétendre que les étudiants sont de « futurs travailleurs intellectuels », et en tant que tels de quasi-prolétaires. On peut même déguiser ses positions réelles sous une pompeuse « stratégie de la périphérie vers le centre ». Mais tout cela n'empêche pas qu'en tournant de fait le dos à la classe ouvrière, on se place sur le même terrain populiste, au fond, que ceux qui l'avouent ouvertement.

Mais le populisme ne se manifeste pas seulement dans la manière de tourner le dos à la classe ouvrière gager un travail sérieux en direction de la classe ouvrière, parce qu'il n'y a que cette voie là qui ouvre la perspective de la révolution socialiste.

Le travail en direction de la classe ouvrière, et l'unité des révolutionnaires

Et il faut bien voir, camarades, que c'est sur ce terrain là aussi que se pose le problème de l'unité des révolutionnaires. En mai-juin 1968, le mouvement révolutionnaire avait la possibilité de faire consciemment ce choix en s'unifiant, et en devenant ainsi capable d'attirer à lui tous ceux, qui, dans les entreprises, regardaient alors dans sa direction. Il avait là la possibilité de gagner une base ouvrière qui lui aurait du même coup permis de réaliser son homogénéisation politique, sur la base d'un programme prolétarien.

Le mouvement révolutionnaire a laissé passer une situation exceptionnelle, sans être capable d'y apporter la réponse qui convenait. Sans doute est-ce regrettable. Mais le problème de l'unité des révolutionnaires reste entier. Et il faut bien comprendre qu'il ne peut en fait se poser que sur le terrain de classe du prolétariat. Les tendances engagées dans un travail ouvrier sérieux et systématique trouveront toujours les voies de l'unité, précisément parce que ce travail les contraindra à faire preuve en tous les domaines du même sérieux, parce que la pression de l'avant-garde ouvrière, qu'elles gagneront peu à peu à elles, se fera nécessairement sentir dans ce sens là. Mais les tendances qui seront incapables de rompre avec leur politique et leur pratique petite-bourgeoise, même si elles peuvent connaître des succès momentanés, sont finalement condamnées à l'isolement stérile, et à la division.

Dans la période que nous vivons, il est vital que le mouvement révolutionnaire s'efforce de conquérir enfin la base ouvrière qui lui fait défaut depuis des années.

Il s'agit certes là d'un travail de longue haleine, mais nous nous trouvons, pour l'accomplir, dans des conditions incomparablement meilleures qu'avant mai 1968. Les dizaines de milliers de travailleurs qui regardaient alors dans la direction des gauchistes existent encore, même s'ils ont été déçus, même si leur enthousiasme est quelque peu retombé. Il nous faut les trouver. Il nous faut les gagner. Il nous faut les éduquer. Il nous faut les organiser. Il nous faut construire dans toutes les entreprises des noyaux d'ouvriers communistes révolutionnaires.

Et en accomplissant cette tâche, ce n'est pas seulement notre tendance, c'est tout le mouvement révolutionnaire que nous servirons, ce sont les fondations du parti révolutionnaire que nous construirons.

Espagne :

TROIS GRÉVISTES ASSASSINÉS PAR LA GARDE CIVILE A GRENADE

LE 21 juillet dernier, la Garde Civile espagnole a tiré sur des ouvriers du bâtiment en grève, à Grenade, en Andalousie. Parmi eux, on a relevé trois morts et plus d'une vingtaine de blessés par balles. Ces travailleurs s'étaient rassemblés devant le siège du syndicat officiel (franquiste) pour marquer leur refus de la convention collective prevue pour le bâtiment.

Cela fait plusieurs semaines que l'agitation s'est développée en Espagne, dans le bâtiment, mais aussi dans d'autres secteurs. A Oviedo, dans les Asturies, 2 000 mineurs des entreprises privées sont aussi en grève pour obtenir une parité des primes habituellement touchées en juillet et à Noël avec celles des 25 000 travailleurs des mines nationalisées. A Grenade, c'est l'annonce que la convention devait immédiatement entrer en application qui a déterminé les travailleurs du bâtiment à descendre massivement dans la rue pour protester.

Alors, la Garde Civile a chargé les manifestants. Tel est le visage, toujours fidèle à lui-même depuis trente ans, que le franquisme continue à présenter, malgré les tentatives piteuses de certains commis-voyageurs du régime pour faire passer celui-ci pour plus libéral qu'il n'est, aux yeux des gouvernements d'Europe occidentale. En Espagne, on emprisonne, on torture, pour le moindre délit d'opinion ; en Espagne, on assassine les ouvriers, on tire à vue sur eux quand ils osent montrer dans la rue leur opposition au régime.

Et pourtant, il ne se passe pas de mois où, dans une ville ou une autre, les travailleurs espagnols ne se manifestent, et chaque fois, c'est l'affrontement direct avec la police du régime. Et même lorsque le conflit démarre sur une question d'augmentation de salaire, ou pour protester contre les conditions de travail — les mineurs des Asturies se sont souvent mis en grève en signe de protestation contre la mort de leurs camarades écrasés dans un éboulement ou victimes d'un coup de grisou — la police espagnole par la brutalité de son intervention, se charge elle-même de donner au conflit une dimension politique.

Aujourd'hui, ce n'est pas seulement Grenade qui est sur le pied de guerre, mais d'un bout à l'autre du territoire des actions de solidarité se multiplient sous toutes les formes possibles.

Depuis dix ans, depuis le grand réveil de la classe ouvrière espagnole, le nombre de ses martyrs augmente sans cesse, comme augmente sans cesse le nombre de ses combattants et la conscience de tous.

Ceux de Grenade sont morts en hommes libres, car dans ce pays de dictature plus que partout ailleurs, le combat pour une vie meilleure est aussi un combat pour la liberté. Les travailleurs de Grenade, comme ceux de Bilbao ou de Barcelone savent que ce combat est inséparable, et, obstinément, irrésistiblement, à travers les luttes économiques et les manifestations politiques, la classe ouvrière espagnole revendique le droit de choisir son propre destin.

VIVE LA LUTTE DE NOS CAMARADES ESPAGNOLS !

C. Loraine.

Grenade : Les travailleurs du bâtiment devant le siège du Syndicat officiel ; dans quelques minutes, la Garde Civile va tirer.

(U.P.I.)

Italie :

DIX JOURS D'EMEUTES A REGGIO DE CALABRE

Ce n'est certainement pas pour que Reggio soit capitale provinciale qu'il est descendu dans la rue.

(U.P.I.)

PENDANT dix jours, Reggio de Calabre, ville du sud de l'Italie, a été secouée par de violentes manifestations. Il y a eu des dizaines de blessés, et un jeune cheminot a été tué par la police. La situation a été tellement tendue que par moments, la police (jusqu'à 4.000 carabiniers) se contentait de protéger les bâtiments publics, n'osant plus s'en prendre aux manifestants.

Ces dix jours d'émeute ont été la réponse de la population et des autorités locales au choix d'une autre ville comme siège du nouveau gouvernement provincial. Même les notables sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens de la ville ont donné leur caution au mouvement, et les syndicats locaux (contrairement aux syndicats nationaux) se sont sentis obligés d'appeler à une grève de 48 heures qui n'était pas prévue au « calendrier ».

Il est vrai que, particulièrement dans les régions pauvres, le choix d'une ville comme capitale provinciale condamne parfois une autre ville à la stagnation économique et au chômage. Ou tout au moins c'est ce que la démagogie « régionaliste » a fait croire à la population. Mais dans cette affaire, ce qui est significatif, c'est la tournure qu'ont pris très rapidement les événements. Après tant d'autres villes, Reggio de Calabre a fait surgir le profond mécontentement social qui règne en Italie et qui s'exprime tant bien que mal, au travers de la lutte de classes, ou, parfois, sous d'autres prétextes.

Il est frappant qu'en l'absence de toute perspective politique offerte par les organisations ouvrières traditionnelles, des problèmes locaux, régionaux, parfois futiles (une équipe de football qui descend en deuxième division), offrent l'occasion aux gens de manifester leur exaspération. Et il est révélateur que les événements de Reggio aient été, avant tout, un affrontement entre les masses populaires et la police, partout détestée.

Comme d'habitude, les journalistes ont expliqué les émeutes par la présence des « gauchistes » ou des fascistes et, couleur locale oblige... de la Maffia. Evidemment, c'est plus rassurant d'expliquer les événements par des minorités occultes en mélangeant tout le monde au passage. Mais, quand bien même la Maffia aurait dirigé les manifestations, encore fallait-il que la population eût des raisons de manifester. Et pourquoi les masses n'ont-elles pas choisi la direction des organisations reconnues responsables ? Feraient-ils plus confiance... à la Maffia ?

Mais les organisations ouvrières ont fait la moue. La colère des Calabrais n'était pas prévue au programme des grèves, élaboré des mois à l'avance, corporation par corporation.

Alors, peu désireuses de compromettre leur image « responsable », elles ont condamné le mouvement, en disant qu'il était manœuvré par l'extrême-droite. Mais effectivement n'est-il pas facile à l'extrême-droite de profiter de la stérilité, de la veulerie du P.C. et du P.S. pour détourner la colère de la population vers des luttes stériles et sans issues ?

Les organisations ouvrières pourraient organiser le formidable mécontentement qui existe en Italie. Elles pourraient donner une direction et un sens socialistes à l'agitation qui se manifeste dans tous les domaines de la vie sociale, dans les usines, les logements, les localités... Mais elles sont bien trop préoccupées à calmer les masses, à canaliser leur lutte dans un sens modéré et réformiste. Le P.C., en particulier, ne rêve que d'une place de gouvernement.

Le résultat de cette carence, de ce vide politique à l'échelle de tout le pays, ne peut que favoriser l'extrême-droite. Et l'attitude du P.C. et du P.S. à Reggio de Calabre montre une fois de plus que la classe ouvrière italienne ne pourra compter sur de tels « défenseurs » qui fuient l'arène du combat.

Michel Varlet.

La grève des dockers révèle la faiblesse du gouvernement britannique

A l'heure où nous écrivons ces lignes la grève des dockers anglais en est à son douzième jour et l'issue de cet important combat pour la classe ouvrière d'Outre-Manche n'est pas encore connue.

La solidarité internationale s'est exprimée. Dans les ports hollandais, belges, norvégiens et même danois (malgré l'attitude du syndicat qui avait décidé de ne pas s'associer à l'appel de la Confédération internationale des syndicats de transports), les dockers ont refusé de décharger les navires en provenance ou battant pavillon britannique.

A l'intérieur, la solidarité du syndicat des transports, menaçant de mettre en grève les 240.000 routiers au cas où le gouvernement utiliserait la troupe contre les 47.000 dockers, n'était pas faite pour rendre facile la tâche du gouvernement conservateur.

Et si ce dernier a décrété l'état d'urgence dès le début de la grève, s'il a eu de plus l'appui du Parlement qui l'a ratifié avec les voix de la plupart des députés travaillistes, douze jours après le début de la grève, il était encore incapable de le traduire par des mesures concrètes. Les 36.500 militaires qui devaient décharger les denrées périssables ne l'avaient pas encore fait. Beaucoup de publicité a été faite autour des recommandations des dirigeants syndicaux à la fin de la première semaine, demandant aux dockers de décharger exceptionnellement ces denrées périssables, mais l'effet ne semble guère avoir été très important.

A Liverpool et Southampton les travailleurs du port refusèrent de décharger toute denrée, même périssable.

Cela a pourtant servi au gouvernement britannique de justification à la non-intervention de la troupe. Mr Heath peut ainsi ne pas perdre entièrement la face bien qu'on n'ait pas vu entrer les militaires en action, comme chaque jour depuis le début de la grève il l'annonçait pour... le lendemain.

Cette intervention n'est pas exclue pour autant et le gouvernement anglais souhaite qu'avec le temps qui passe, la situation pourrisse et que la grève devienne impopulaire. Même si l'on en arrivait là, pendant au moins douze jours de rang, la bourgeoisie anglaise aura montré qu'elle craint l'affrontement avec la classe ouvrière dès l'instant qu'une fraction de celle-ci montre sa résolution.

J. LAMARCK.

APRÈS LE DISCOURS DE NASSER

VERS UN RÈGLEMENT DU PROBLÈME DU MOYENT-ORIENT... SUR LE DOS DES PALESTINIENS ?

(photo U.P.I.)

LA recrudescente activité diplomatique de ces derniers temps entre Washington, Le Caire et Moscou vient d'aboutir à un résultat. Nasser accepte — comme il le déclare lui-même — intégralement et sans condition aucune, le projet de règlement américain au Moyen-Orient.

Certes, dans ses grandes lignes, ce projet ne diffère guère de la résolution de l'O.N.U. au lendemain de la guerre des Six Jours que l'Egypte avait déjà alors accepté. Il n'en demeure pas moins que l'alignement ouvert du Caire sur les propositions américaines a une signification politique précise. A savoir l'affirmation claire et nette que le règlement du contentieux entre les Etats arabes et Israël est indépendant de la solution véritable du problème palestinien.

En fait, mises à part quelques formules vides, aussi vides que peuvent être les résolutions de l'O.N.U. sur le « rétablissement des droits du peuple palestinien », Nasser s'est tu sur le sort de la population palestinienne. D'ailleurs, que signifie l'expression « rétablissement des droits » quand elle se réfère à la situation d'avant 1967 ? Le « droit » d'une partie de la population palestinienne arabe de vivre sous le régime martial en Israël, le « droit » de l'autre partie de vivre dans les camps de réfugiés de la Jordanie de Hussein ?

De toute évidence, le sort, l'avenir de la population palestinienne arabe ne rentre pas en ligne de compte dans les calculs de Nasser concernant le règlement de ces problèmes avec Israël. La position n'est pas nouvelle, mais elle a rarement été affirmée avec autant de clarté.

Malgré les remous qu'elle suscite, la prise de position du Raïs est susceptible d'emporter l'adhésion des autres Etats arabes qui n'ont pas plus de raisons que l'Egypte de soutenir coûte que coûte les revendications palestiniennes. Restent cependant précisément les organisations palestiniennes.

Celles-ci ont toutes pris position, et parfois violemment, contre la « capitulation » de l'Egypte. Mais finalement, les reproches qu'elles adressent à Nasser concernent pour ainsi dire uniquement le fait que celui-ci accepte un règlement pacifique au lieu de se complaire dans le rôle du leader de la guerre sainte contre Israël qui fut le sien pendant longtemps.

Et c'est là où le bât blesse, c'est là où les organisations palestiniennes continuent, même par la négative, à cautionner la politique des gouvernements réactionnaires des Etats arabes.

Car ces Etats ne servaient pas plus les intérêts du peuple palestinien au temps où ils s'acharnaient à afficher leur désir de rejeter la population juive d'Israël à la mer qu'aujourd'hui. En fait, la prise de position actuelle de Nasser constitue l'autre face de la même médaille, l'autre aspect de la même politique.

Pendant des années, Nasser détenait la palme de la surenchère verbale anti-israélienne. Mais cette surenchère répondait à deux préoccupations qui étaient aussi étrangères aux intérêts du peuple palestinien l'une que l'autre ; d'une part, maintenir son leadership sur le monde arabe ; d'autre part, maintenir le peuple égyptien en haleine par une démagogie guerrière anti-israélienne. Et si cette démagogie guerrière a pu s'opérer au nom de la solidarité avec la lutte du peuple palestinien, c'est en grande partie grâce à la caution que lui apportèrent les organisations palestiniennes.

Aujourd'hui, Nasser estime sans doute que pour recouvrir les territoires qu'il avait perdu en 1967, il a intérêt à modérer son ardeur guerrière, d'autant plus qu'en tout état de cause, depuis l'apparition d'une résistance palestinienne combattante, ses surenchères verbales sonnent creux et ne lui assurent même pas les avantages politiques qu'elles lui assurèrent dans le passé. Bien que le « lâchage » de la cause palestinienne ne date pas du dernier discours de Nasser, le fait que cela devienne évident aura cependant peut-être des conséquences positives, en ce sens qu'il montre aux combattants palestiniens que leurs véritables alliés ne sont pas les Etats arabes, ni les plus réactionnaires, ni même ceux qui se flattent d'être progressistes.

Le peuple palestinien ne peut vaincre que s'il sait se trouver des alliés au sein même de la population d'Israël, mais cela implique une politique qui est aux antipodes des rodomontades guerrières antérieures de Nasser aussi bien que de son alignement actuel sur les propositions américaines. Car cela implique que les organisations palestiniennes affirment hautement et clairement qu'ils ne combattent pas le peuple juif, ni son droit de rester en Palestine, mais le gouvernement sioniste. Cela implique qu'elles proposent des objectifs qui puissent être aussi ceux du peuple juif, à savoir un Etat bi-national, garantissant les mêmes droits à la minorité quelle qu'elle soit, juive ou arabe.

Sans une telle politique, tout bellicisme apporte de l'eau au moulin des sionistes et contribue à renforcer les illusions de la population juive sur le caractère soi-disant réaliste de la politique guerrière et raciste des Golda Meir, Moshé Dayan et Cº. C'est donc sur ce terrain que les organisations palestiniennes devraient s'opposer à la politique de Nasser. Le fait qu'elles ne le fassent pas montre que, finalement, elles se placent en fin de compte sur le même terrain que Nasser, et que leur combat a toutes les chances d'être aussi inefficace pour reconquérir les droits du peuple palestinien.

G. KALDY.

A PROPOS DES ATTENTATS D'ATHÈNES

Les hypocrites

L'avion de « l'Olympic Airways » sur l'aérodrome d'Athènes.

(U.P.I.)

La semaine dernière, un commando palestinien du F.L.P.P. (Front de Lutte Populaire Palestinien) a immobilisé, pendant 10 heures, sur l'aérodrome d'Athènes, un Boeing 727, menaçant de faire sauter l'avion et ses 47 passagers, si le gouvernement grec ne libérait pas Ilias Dergarabedian et Mansour Mourad qui allaient passer en jugement. En novembre dernier, en effet, ces deux palestiniens avaient lancé une grenade dans le bureau de la Compagnie El Al, dans le Centre d'Athènes, blessant 14 personnes et tuant un enfant grec de deux ans et demi.

Le compromis passé entre le Commando et le Gouvernement grec a finalement permis aux 47 passagers du Boeing de descendre à terre, tandis que l'appareil décollait à destination du Caire.

Le gouvernement grec s'engageait à remettre à la Croix-Rouge Internationale sept détenus palestiniens, mais il a néanmoins voulu que le jugement prévu — même de pure forme — ait lieu.

Parlant des attentats, Yasser Arafat, déclarait récemment : « ces actes nuisent à la révolution et risquent de lui faire perdre ces amitiés dans le monde ». *Et au cours du procès d'Athènes d'ailleurs, l'un des accusés a regretté la mort du jeune enfant, disant :* « qu'il n'était pas contre le peuple Grec » !

Mais le problème n'est pas de distinguer entre les Grecs et les autres. Le problème est que malgré les déclarations de leurs leaders, les organisations palestiniennes continuent à pratiquer un terrorisme, qui, s'il sème la mort d'innocents, n'a aucune efficacité. Car en quoi la cause du peuple palestinien sort-elle renforcée de l'attentat contre El Al, avec ses 14 blessés et la mort d'un enfant ? En rien.

C'est pourquoi nous ne pouvons que condamner les attentats aveugles des organisations palestiniennes qui touchent la population civile — qu'elle soit grecque ou juive. Mais que dire de ceux qui couvrent les pires crimes à travers le monde et qui versent aujourd'hui des larmes de crocodile sur la mort du jeune Georges Nastos ?

Car si la douleur du père — qui menace de faire justice lui-même — est compréhensive, que dire de ceux qui l'exploitent — de la grande presse parlée et écrite en particulier — pour masquer toutes les autres atrocités.

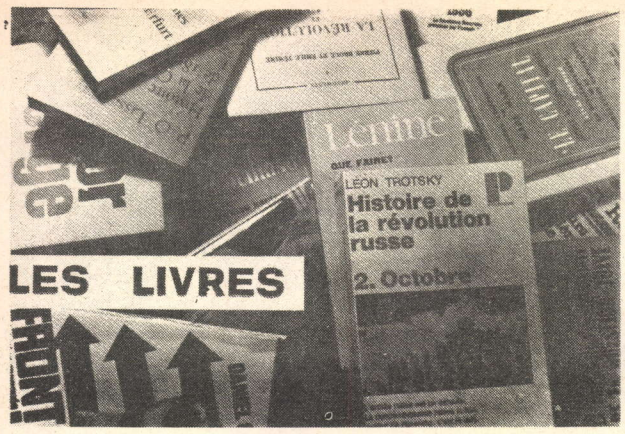
Pourquoi ceux qui s'apitoient si bruyamment sur la mort d'un enfant ne crient-ils pas aussi forts, pour dénoncer les camps de concentration, les tortures, les bagnes, dont des milliers « d'innocents » pâtissent en Grèce même.

Pourquoi ne se montrent-ils pas aussi choqués par le napalm déversé chaque jour sur le sol vietnamien, sur les milliers de gosses assassinés ou rendus infirmes par la barbarie de l'impérialisme américain.

Pourquoi ne se sentent-ils pas indignés par les arrestations et les tortures que l'armée israélienne inflige chaque jour à la population palestinienne ?

Les révolutionnaires sont contre les attentats aveugles, mais ils dénient le droit de les exploiter à ceux qui couvrent chaque jour le leur silence des milliers d'assassinats de part le monde.

Michèle LECERF.



Réédition

« CONTRE LE COURANT »

de LÉNINE et ZINOVIEV

SOUS le titre « contre le courant » sont rassemblés un certain nombre d'articles écrits entre septembre 1914 et février 1917 par Lénine et Zinoviev, alors exilés en Suisse.

Août 1914, c'est le début du premier carnage impérialiste ; c'est aussi un véritable déferlement de chauvinisme et de bourrage de crâne. Même des militants fidèles aux traditions internationalistes sont au début désemparés dans cette atmosphère d'hystérie patriotique. En septembre 1914, Lénine et Zinoviev, dirigeants du parti bolchévik, sont seuls à lutter contre le courant.

Leur première tâche sera de rappeler aux ouvriers la nature de cette guerre qui leur est présentée, d'un côté du front comme de l'autre, comme une « juste » guerre pour la défense de la patrie.

Pour les principaux belligérants : Angleterre, France, Allemagne et Russie, il s'agit d'une guerre impérialiste pour le repartage des colonies, pour savoir laquelle de ces puissances pourra piller la Turquie, l'Egypte, les Balkans, le Maroc ou la Chine, l'Afrique ou l'Asie.

Mais la guerre a aussi un autre rôle dans l'esprit des classes dirigeantes : « Indéniablement, écrit Zinoviev dans son article, « le premier mai, fête de la bourgeoisie », « un des buts de cette guerre — du point de vue de la bourgeoisie — c'est de porter un coup au mouvement ouvrier montant, c'est de rejeter en arrière l'organisation socialiste de la classe ouvrière, d'atténuer le péril rouge devenu imminent pour la bourgeoisie des pays avancés ».

Et ce but, malheureusement, la bourgeoisie l'a parfaitement réalisé. Le 4 août 1914, l'immense majorité des partis socialistes et des syndicats se prononce pour la « défense nationale » et vote les crédits de guerre. Des dirigeants socialistes (Guesde, Sembat, etc.), entrent dans les gouvernements. C'est l'union sacrée qui commence. De l'Internationale, il ne reste plus que le nom.

Il faudra plus d'un an avant qu'une rencontre puisse avoir lieu entre socialistes de pays opposés (la conférence de Zimmerwald).

Mais Lénine ne se contente pas de proclamer cette faillite. Il en cherche les causes profondes. Il montre que la trahison du 4 août, loin d'être un acident, n'est que la conséquence de toute l'évolution antérieure de l'internationale. Il montre comment l'opportunisme s'y développait derrière la phraséologie « marxiste orthodoxe » et le patriotjsme des sections derrière un internationalisme de façade.

C'est pourquoi Lénine et Zinoviev veulent construire une internationale nouvelle, débarassée de l'opportunisme et de ses représentants, et capable d'organiser la lutte révolutionnaire. Et si cette position ne rencontrera pratiquement aucn écho avant octobre 1917, c'est pourtant dès septembre 1914 que furent posés les premiers jalons de la IIIe Internationale.

La même intransigeance se retrouve sur un autre problème : celui de la paix. En effet, la plupart des militants qui s'opposent à l'Union sacrée mettent en avant le mot d'ordre de paix.

Or Lénine et Zinoviev sont des révolutionnaires et non des pacifistes. Ils veulent, comme ils l'avaient proclamés en 1907 au congrès de Stuttgart, avec Rosa Luxembourg, profiter de la guerre pour hâter la révolution, transformer la guerre impérialiste en guerre civile. Les ouvriers sont armés, qu'ils en profitent pour régler son compte à l' « ennemi principal » qui est dans leur propre pays.

Ce mot d'ordre est le seul qui traduise d'une manière claire et précise la tâche du prolétariat dans cette guerre, et il recevra une éclatante confirmation en Russie.

Le lecteur trouvera dans ce livre de remarquables analyses sur les origines de la guerre, sur la diplomatie tsariste, sur le mouvement ouvrier en Russie et en Europe. Ces articles, écrits dans le feu des événements, sont un exemple à la fois d'intransigeance révolutionnaire et de clairvoyance politique.

A lire par tous ceux qui veulent savoir ce que fut le véritable léninisme, avant que la réaction stalinienne n'en ait donné une grossière caricature.

Jean-Luc Champenoy.

Cinéma

" KES "

de Kenneth Loach

« Kes », du mot anglais « kestrel », qui signifie « faucon », est l'histoire touchante et qui sonne vrai de l'amitié entre un jeune garçon et le rapace qu'il décide de dresser.

Mais, par-delà ce simple récit, « Kes » est avant tout une chronique sociale, une chronique acerbe même si elle ne manque pas d'humour. Kenneth Loach, le réalisateur, a fait un très bon film en promenant sa caméra à travers les rues sales et grises des corons de briques poussiéreuses d'une petite ville anglaise des Midlands, où le rythme de la vie ne fait qu'un avec le rythme du travail à la mine.

A Barnsley, comme dans beaucoup d'autres de ces villes, on travaille toute la semaine comme un automate à la mine pour « vivre » le samedi soir. Et « vivre », encore faut-il voir comment ! En laissant, l'espace d'un soir, libre cours au déchaînement des frénésies contenues toute une semaine, en appliquant la formule « le bonheur dans l'alcool », en l'occurrence dans des pintes et des pintes de bière, en pelotant la taille des filles, tandis que des « teddys-boys » à guitares électriques et voix tonitruantes attisent consciencieusement l'hystérie collective.

Billy Casper, le jeune dresseur de faucon, est de la graine de « samedi-soir, dimanche-matin ». Son père, ou son présumé-père, a quitté le foyer familial ; son frère, ou son présumé-frère, est un jobard dont la mine a fait une véritable brute ; quant à sa mère, elle s'efforce, tant bien que mal, d'oublier tout cela en « collectionnant les oncles » ; non pas parce qu'elle y trouve quelque malin plaisir, mais parce qu'elle cherche, aussi éperduement que vainement, l'oiseau plus que rare qui voudra bien d'elle plus d'une ou deux nuits.

Billy, lui, est encore trop jeune pour connaître l'abrutissement de la mine et les orgies de fin de semaine. Mais bien assez vieux pour en essuyer toutes les retombées : les «coups de gueule » et surtout les coups de poing et autres brutalités de son frère ; les sempiternelles lamentations de sa mère.

L'école pourrait peut-être contrebalancer l'influence néfaste du triste milieu familial dans lequel il baigne, mais c'est loin d'être le cas. Au contraire. Billy est un de ces « cancres » au regard toujours absent et étiqueté à tout jamais « cas désespéré » par ses professeurs. Des professeurs tout aussi brutes et inhumains que les membres de son entourage direct, parce qu'abrutis, déshumanisés et brisés de la même façon que ces derniers, par le même milieu social. M. Gryce, pédagogue en chef de l'établissement, se venge de « ne pas comprendre cette génération » en distribuant généreusement, alternativement ou simultanément, sermons grandiloquents et cinglants coups de baguette sur les doigts. Quant au professeur de gymnastique, dont les images savoureuses ne manquent pas de réveiller chez tout un chacun quelque souvenir endormi, c'est un de ces tristes exemplaires de la faune de notre monde « civilisé ». Un de ses adjudants « virils », sadiques et imbéciles, qui se venge sur ses élèves de n'être pas devenu un grand champion, et qui pense certainement dur comme fer qu'il n'y a rien comme le sport pour vous ramener dans le droit chemin ces jeunes qui ont les doigts qui les démangent de taquiner les serrures des boutiques ou des coffres-forts.

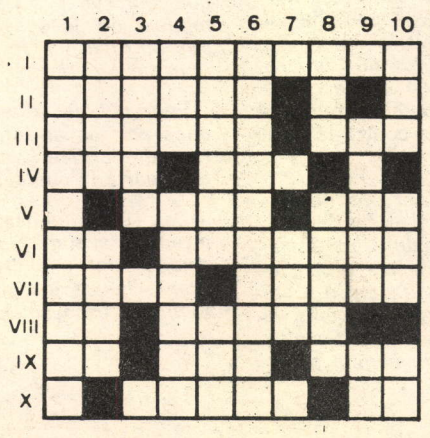
Un monde cruel et injuste, qui a rendu ceux qui l'habitent cruels et injustes, tellement cruels et injustes qu'« on f'rait aussi bien d'vivre dans la jungle avec les bêtes sauvages. On y s'rait sans doute mieux ». C'est ce que l'écrivain anglais Allan Sillitoe fait dire à un des personnages de son roman « Samedi-soir, dimanche-matin ». C'est aussi ce que Billy pense, même s'il est incapable de le formuler, puisque la seule issue qu'il ait trouvée pour échapper au monde desdits « civilisés », est de se lier avec un rapace : le faucon.

Aussi bête, borné, obtus, ahuri ou impassible peut-il apparaître à la maison et à l'école ; aussi vif, intelligent, tenace devient-il quand il s'agit de dresser son faucon. Et au fur et à mesure qu'il le dresse, il se dresse lui-même, comme aucun de ses « maîtres » ou parents n'aurait pu le faire. Parce que eux et lui n'ont pas, comme qui dirait, le même « idéal pédagogique ».

Mais il n'était pas permis à Billy Casper de se réfugier dans un petit univers à part.

La brutalité, la cruauté de ceux qui l'entouraient auront raison des rêves du jeune dresseur de faucon. L'oiseau tué, jeté dans la poubelle, c'est le symbole de la mainmise, de la dure réalité quotidienne sur Billy Caspers.

Michelle Verdier.



HORIZONTALEMENT. — 1. Comme dirait le directeur de « La Cause du Peuple », elles précèdent les essences. — 2. Banlieue (grande banlieue) rouge. — 3. Blanche à Leipzig ; celui qui est blanc tombe fréquemment sur lui-même. — 4. Il a mené tout le monde en bateau ; humour. — 5. C'est mieux que la lampe à huile, mais c'est plus cher ; on le pile. — 6. Personnel ; la nouvelle société, pour lui, c'est sérieux. — 7. Abd el Kader l'était ; manœuvrai. — 8. Sans fard ; issu d'un Dédale, sorti d'un labyrinthe, il se perdit dans les flots. — 9. Règle ; peut être le premier de tous... ou le dernier des derniers ; chaud quand il est moyen, froid quand il est extrême. — 10. Chandelier ; drame lyrique japonais.

VERTICALEMENT. — 1. Ceux que vous savez n'ont pas fini de faire parler d'eux. — 2. Préfixe qui évoque le bois ; remuée. — 3. Dramaturge norvégien. — 4. Avait son prince au Moyen Age ; rédiger. — 5. Le plus fameux de tous est sans doute celui qui se trouvait sur une île ; parfois accompagné d'un cri pour la chasse. 6. Utiliserais un chapelet. — 7. Caïd . — 8. Voiture ; inspirent. — 9. Rendit imberbe. — 10. Plein d'ordures ; monnaie roumaine ; ut.

SOLUTIONS DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	S	E	V	E	R	E	M	E	N	T
II	A	L	I	G	O	T	E	■	U	I
III	L	E	G	A	T	■	T	R	E	S
IV	A	M	I	R	A	U	T	E	■	S
V	M	E	L	E	■	B	R	A	M	E
VI	A	N	E	S	■	A	E	■	A	R
VII	L	T	■	■	O	C	■	A	R	A
VIII	E	S	S	O	R	■	C	R	I	N
IX	C	■	O	■	N	■	O	N	■	D
X	S	E	N	S	A	T	I	O	N	S

FEUILLETON

HUASIPUNGO

de J. ICAZA

VIII

Résumé :

Le récit se situe en Equateur, dans les années trente. Don Alfonso Pereira, propriétaire foncier, doit trouver les moyens de payer ses dettes, quand il rencontre Julio Pereira, son oncle et principal créancier. Celui-ci l'invite à faire un effort pour mettre en valeur le domaine de Cuchitambo que Don Alfonso a hérité de son père et qu'il a tendance à laisser à l'abandon. Il y a, lui dit Julio, de quoi faire de bons profits, en exploitant les forêts d'alentours. Il suffit de construire une route et de chasser les Indiens qui y disposent d'un lopin de terre (les Huasipungo). Convaincu par son oncle, Don Alfonso se rend à Cuchitambo. Arrivé sur place, il prend ses dispositions pour mettre ses projets à exécution.

Un comité patriotique pour les corvées de la route est organisé sur l'ordre du curé et du maître Don Alfonso par les frères Ruata.

Les Indiens sont mobilisés par des discours et partent enthousiastes. Mais après quelques jours, les difficultés s'accumulent. Le maître décide de relever le moral par la distribution d'eau-de-vie.

La route est construite dans des délais records. Don Alfonso n'hésitant pas à sacrifier la vie de dizaines d'Indiens, afin de gagner du temps, en les faisant passer à travers les marais.

Les habitants de Tomachi attendirent quelque temps le pain, la vie facile, le progrès que leur avaient promis ceux qui les avaient engagés à venir travailler à la route. Puis ils perdirent tout espoir. Et, cependant, ils étaient heureux. Une idée, en effet, ne les quittait pas : celle des félicités futures qui les attendaient.

Eux, et les Indiens, avaient construit la route qui s'étendait comme un tatouage au pied de la montagne. M. le curé Lomas, lui, avait acheté deux camions et un autobus. Le voyage coûtait un sucre par personne et cinq réaux par quintal de marchandises. Le prêtre savait profiter des prémices de la civilisation. Quant aux muletiers, qui constituaient les neuf dixièmes de la population, ils étaient abandonnés, avec leurs mules, aux râteliers.

La civilisation apportait au curé, tous les jours, de l'argent à pleines mains :

— J'aurai raison du dernier poil de la dernière bête de somme, ne manquait-il jamais de s'écrier lorsque les chauffeurs lui remettaient leurs comptes.

Et ce n'était pas là des paroles en l'air. Peu à peu, il laissait les bêtes de somme sans poils et les muletiers sans pain. Pour ceux-ci, il n'y avait plus de charge à porter, plus de commissions à faire. Et personne pour acheter les mules.

— Carajo ! murmura le Melchor.

Il se grattait la tête devant la porte de sa hutte, au souvenir de sa vie de muletier. Il se voyait encore ramenant de Quito les guaguas qui, avec leurs blouses de couleur ornées de dentelles sur la poitrine faisaient l'admiration de tout le voisinage. Maintenant, il n'avait même plus de quoi nourrir les plus jeunes, les seuls qui lui restaient. Les grandes, ne voulant pas souffrir de la faim à la maison, s'étaient enfuies avec des jeunes gens du village qui, n'ayant pas de travail, étaient partis en chercher à Quito.

— Et voilà à quoi la route nous a servis, murmura-t-il à voix haute.

« Quant aux filles de Julio et de l'Anton, elles ne tarderont pas à suivre le même chemin que les miennes. »

Les mauvaises langues affirmaient que les deux filles du Melchor avaient été vues, d'abord, au bordel de la Cuvu avec Cinta, puis, un peu plus tard, à San Diego avec la négresse Ignacia. Cela était d'ailleurs plus que vraisemblable. Lorsque la Doloritas venait voir ses parents, presque toutes les semaines, elle avait le visage maquillé et pouvait se permettre d'offrir à sa mère trois ou quatre sucres. De quoi nourrir les guaguas. Et personne ne lui parlait de mari et personne ne s'avisait de lui demander d'où sortait l'argent.

Au cours d'une de ces visites, le Melchor, alerté par tous ces commérages, entreprit de faire la morale à sa fille.

— J'veux pas te voir te déshonorer comme ça.

— Et qu'est-ce que tu veux qu'on fasse ? Tu voudrais me voir mourir de faim ?... Tu voudrais voir les guaguas mourir de faim ?

— Non... balbutia le vieux paysan.

Il ne savait plus que répondre. Puis, brusquement, il s'emporta :

— Tu n'es qu'une putain, carajo !

La fille ne nia pas ; elle se rebiffa.

— Et vous, vous n'êtes qu'un ivrogne... Un carajo qui vient manger le pain des guaguas, et ne rapporte rien. Enculé !

— Carajo !

Le paysan s'avança pour gifler la Dolorès. Mais son juron était tombé au milieu de l'indifférence de tous les membres de la famille. On approuvait même, aurait-on dit, les reproches de la fille. Le Melchor, rempli de honte, alla s'asseoir à la porte de sa cabane, et, pour la seconde fois, cette idée lui traversa l'esprit :

— C'est pour cela que nous avons fait la route.

« — Le divin Seigneur sourira à chaque mètre de route conquis et jettera ses bénédictions sur ce village », avait dit le curé. Maintenant que la route était terminée, sûr que le bon Dieu devait rire à gorge déployée.

Les péons examinaient les champs :

— C'est maintenant qu'il va en avoir, une belle récolte, le patron ! Pourvu qu'il nous donne de bons petits secours, à nous autres, les pauvres. C'est qu'avec la crue, nous n'avons plus rien maintenant.

— Alors, vous ne pensez donc qu'à ça ? interrompit le Policarpio.

Les péons, sous la direction du majordome, ouvraient une brèche dans la ceinture de champs d'orge de l'hacienda. Après avoir bu un grand verre d'eau-de-vie, ils se remirent à faucher.

— Quand vous aurez soif, vous n'aurez qu'à venir boire un coup de cette bonne chicha, lança le Policarpio en s'installant sur les barils, tandis que les paysans s'égayaient dans les vagues du champ d'orge.

Penchés sur les épis, ils maniaient les faux comme des mandibules de fer. Les reins douloureux, ils auraient voulu se redresser, ne fût-ce qu'une seconde ; se redresser et les mains à la ceinture s'étirer. Mais la voix avinée du majordome, assis sur les barils comme le chacracama chargé d'effrayer les oiseaux sur le toit de sa hutte à pilotis, rendait impossible la moindre pause.

— Dépêchez-vous, carajo !

Les corps se penchaient avec ensemble comme courbés par un ouragan. Les faux devenaient brûlantes, les dos ruisselaient de sueur, le soleil mordait les épaules comme un fer rouge. Et la chicha aggravait la soif.

A midi, monté sur la Noire, le patron apparut à la lisière du champ. Sur ses barils, le majordome à demi ivre s'assoupissait.

— Regarde-moi ça, carajo ! En voilà une jolie façon de surveiller, s'écria don Alfonso, interrompant le somme de Policarpio.

— Patron, patron, bredouilla l'homme en se redressant, mais sans se rendre compte d'où venait la voix.

— Regardez-le-moi, carajo, il ne sait même pas ce qui lui arrive. Tu dormais, hein ?

— Non, patron, maintenant ça va mieux.

— Est-ce que la chicha suffira pour toute la fenaison ?

— Y a pas mal d'Indiens qui sont venus à la corvée, patron.

— Il faudra que ça suffise. Je suis décidé à ne pas dépenser un *centavo* de plus. Si par hasard il vient des glaneuses, tu les feras partir à coups de pied. J'ai déjà prévenu ceux des autres champs. Il est temps qu'on en finisse avec cette coutume ridicule. Ils ont fini par se persuader que j'étais leur papa, leur maman, que sais-je, moi ! et que je devais leur donner à manger pour rien. Les glaneurs... Ils viennent glaner la récolte, voilà ce qu'ils viennent faire, carajo.

— Mais, patron, s'ils savent ça, ils sont capables de cesser de faucher, peut-être bien, patron.

— On les fera terminer à coups de fouet... Est-ce que ce ne sont pas mes Indiens ? D'ailleurs, j'ai déjà fait repartir en vitesse ceux du village qui étaient descendus avec leurs femmes et leurs guaguas ; comme si, aussi bête que les autres années, j'étais disposé à les laisser glaner ! Qu'ils aillent donc chercher quelqu'un d'autre pour les nourrir... L'époque de la bêtise est révolue.

Les Indiens, haletants, s'essuyant le front du revers de la manche le regardèrent. Les visages étaient brillants de sueur. Il prit un ton compatissant :

— Est-ce que tu leur as donné de la chicha ?

— Dès le matin, patron.

— Donne-leur un autre coup... Il faut toujours être charitable. Le tout, vois-tu, c'est d'avoir bon cœur. Tu ne vois donc pas comme ils sont en sueur ?

Satisfait d'avoir montré sa grandeur d'âme, don Alfonso éperonna sa mule et s'éloigna sur le chemin du village, laissant le Policarpio abasourdi. Jamais encore le patron ne s'était montré aussi misérablement ladre. Les années précédentes, années médiocres, cependant, il n'avait jamais été question de cette défense de glaner. Et c'était précisément à l'occasion d'une récolte magnifique, alors que des tas de grains encombraient les moindres recoins de la maison que...

— Ah ! Je comprends... Imbécile que je suis... Ce qu'il veut, c'est aider les Indiens avec de bons petits secours. Parce que, dans ce cas-là...

Il se mit à méditer sur la crue, sur les huasipungos emportés par les eaux, sur les morts, sur les familles affamées. Il fut pris du désir de boire. D'ailleurs, le patron ne venait-il pas de lui donner des ordres à ce sujet ? Il rassembla tout son monde et distribua de copieuses rations de chicha ! Il prit plaisir à faire bonne mesure ; un peu comme il aurait pris plaisir à expier. Puis il but, lui aussi, sans cesser de penser : « Oui, maintenant, il faudra que tu leur donnes deux fanègues de maïs, ou deux fanègues de quoi que ce soit, à chacun. » Il affirma à haute voix, sans motif :

— Oui, il faudra qu'il leur en donne deux. Il faut qu'il les aide.

Au fur et à mesure qu'il passait ses champs en revue, les projets de don Alfonso prenaient une nouvelle ampleur. Il était possesseur d'une splendide récolte, d'une de ces récoltes que ses amis agriculteurs appelaient la « loterie. ». En présence d'un avenir si flatteur, don Alfonso se laissait tenter par toutes les formes de l'avarice. D'abord, il fallait vendre un bon prix. Quel dommage que les paysans du village ne pussent, faute d'argent, lui acheter sa récolte sur place ! Sans compter qu'à Quito également, le prix des grains était très bas à l'époque des fenaisons. Il attendrait donc. Ce n'était certes pas lui qui laisserait passer une occasion aussi brillante que celle que Dieu venait de lui fournir. Il poussa un tel soupir d'angoisse que sa mule dressa les oreilles. Non, non... Il garderait tout et, dès que les cours seraient à la hausse, il se servirait de la route pour inonder le marché de la capitale.

Maintenant, il allait connaître une grande prospérité économique, grâce à la route. Il discernait les avantages qu'elle lui réservait. Le curé ne serait pas le seul à en profiter ; pauvre curé ! Il allait falloir qu'il lui loue ses camions. Pour dix, vingt voyages. Don Alfonso fut pris d'une crise de bonté larmoyante. Il aima ses récoltes qu'il avait cru perdues ; il vibra d'un amour profond pour le curé, pour le Jacinto, pour le borgne Rodriguez, pour les frères Ruata. Il était affectueux, sensible. Il ouvrit les bras :

— Oui... nous sommes tous frères.

Il avait les larmes aux yeux mais voulut se défendre contre son émotion et éperonna sa mule. La bête fit un écart et partit au galop vers la cure.

(A suivre.)

A BORDEAUX, CHEZ TACHON (chaussure) :

pour vaincre un patron, il faut d'abord passer sur le corps des bureaucrates

DANS le n° 94 de « L.O. », nous relations une grève aux établissements Tachon (chaussures) à Bordeaux. Cette lutte, contre soixante-seize licenciements, se terminait par une victoire partielle des travailleurs : les dix derniers licenciés étaient réintégrés, les horaires remontaient de 32 à 38 heures.

Les travailleurs ne s'en tinrent pas là. Un cahier de revendications avait été déposé au cours du mouvement. Tachon, qui devait le consulter le lendemain de la reprise, le mercredi 3 juin, refusa. Une assemblée du personnel décida dès le lendemain soir de reprendre la grève le lundi suivant.

Mais, dès le lendemain vendredi, une autre assemblée se réunissait, et décidait de reprendre la grève immédiatement, sur les revendications suivantes :

(Photo L.O.)

— augmentation des salaires de 5 % ;

— revalorisation de la prime d'ancienneté ;

— prime de vacances de 100 F ;

—prime de transport.

La grève ne devait se terminer que le lundi 15 juin, sur un compromis avec la direction. Les résultats obtenus ne sont pas bien lourds : une pseudo revalorisation de la prime d'ancienneté, 60 F de prime de vacances, 40 h de travail, la réintégration de quatre autres licenciés.

Mais il faut savoir que Tachon est un patron de « course ». Il a déjà brisé six syndicats C.G.T., et pour beaucoup de grévistes, le seul fait qu'un tel mouvement ait pu se développer est déjà une victoire.

Mais quel jeu étaient venu jouer les divers bureaucrates de la Bourse du Travail (C.G.T.) au cours de la bagarre ?

DE BUREAUCRATE EN BUREAUCRATE...

Déjà, pendant la lutte contre les licenciements, la Bourse du Travail manifestait son hostilité à l'utilisation de la grève.

En désespoir de cause, les travailleurs déclenchèrent eux-mêmes la grève. Alors, les dirigeants s'employèrent à l'arrêter. Un bureaucrate mal inspiré (voir « L.O. » n° 94), venu dans l'intention de faire reprendre le travail, se fit huer, bousculer, chahuter, et repartit à ses paperasses.

Un de perdu, dix de retrouvés, dit-on.

En effet, dès la reprise du mouvement, un nouveau bureaucrate — Caille, secrétaire du syndicat Cuirs et Peaux — vint prodiguer ses conseils de prudence, sans grands succès d'ailleurs. Il revint à la charge les deux jours suivants. Dans un tract distribué en douce aux grévistes par ce « démocrate » et un de ses acolytes venu pour l'assister — Juste, du syndicat Métalos —, il dénonçait les manœuvres de division du patron, et celles, « quelle coïncidence ! », de « prétendus révolutionnaires », et concluait en renvoyant les « distributeurs de **Lutte Ouvrière** à leurs études ».

Deux de ces militants, qui assistèrent à toutes les assemblées de grévistes et participèrent aux collectes, furent bientôt pris à partie par les deux énergumènes. Ceux-ci laissèrent entendre que ces deux camarades manipulaient les travailleurs et allèrent jusqu'à les accuser de ne pas ramener tout l'argent des collectes !... Ce furent les travailleurs qui tranchèrent, et Caille n'a pas encore remis les pieds à l'usine.

Le quatrième, supérieur hiérarchique des précédents, Chasseing, prit ses fonctions dès le lendemain matin, mercredi. Spécialiste de la belle parole, il tint aux grévistes de longs discours, répétant avec d'autres mots et sur tous les tons, ce que tout le monde savait déjà : que l'on était en grève, qu'il fallait faire bien attention, et qu'il fallait éliminer de la salle toutes les personnes étrangères aux grévistes...

Devant la « mauvaise volonté » évidente des grévistes, Chasseing s'élimina de lui-même dès le jour suivant.

Le suivant de ces messieurs, Gleyal, secrétaire de l'U.D. C.G.T., venu prendre la relève, se déclara prêt à tout mettre en œuvre pour faire aboutir les revendications des grévistes. Et il évita comme la peste de prendre la parole devant les grévistes...

« Pour couper court aux bruits qui disent que la Bourse est contre la grève », Dantès, connu comme étant le chef du service d'ordre spécialisé dans la chasse-au-gauchiste dans les manifestations de la C.G.T., vint apporter en deux fois, 2.200 F, au nom de sa section syndicale de Dassault. De Sud-Aviation, un autre ponte apportait 1.300 francs.

Cet argent était le bienvenu. Mais les travailleurs se rendaient très bien compte qu'il ne venait que parce que la Bourse essayait de réparer les pots cassés.

...POUR MIEUX LES ENDORMIR

Jusqu'à maintenant, la force de cette grève avait résidé dans la démocratie qui l'animait. Les nombreuses réunions de grévistes, l'ambiance de chaude camaraderie qui y régnait avaient été le moteur du mouvement. La mobilisation des grévistes, entretenue par les nombreuses collectes, les diffusions de tracts et le collage d'affiches, était le meilleur appui que pouvaient trouver les délégués pour faire face à la pression incessante des bureaucrates.

La tactique de Gleyal, ce fut de couper les délégués des travailleurs, en faisant réunions sur réunions du bureau syndical. Les délégations de Dassault, de Sud Aviation occupaient les délégués de longues heures, se faisant raconter ceci et cela, donnant des conseils — « sans vouloir vous influencer, n'est-ce pas ? » — tuaient petit à petit la grève.

Et, abandonnés à eux-mêmes, les collectes n'étant plus organisées par personne, n'ayant plus aucune part à la direction de la grève, sinon celle de voter sur les propositions du syndicat, les grévistes commencèrent à se démobiliser. La grève commençait à pourrir, et les bureaucrates y étaient pour beaucoup. Quant aux délégués, s'ils ont eu pendant toute la grève une attitude irréprochable, ils ont fini par être pris par la situation créée par les staliniens. Devant l'état de la grève (54 pour reprendre le travail), ils ont fait reprendre le travail le mardi 16 juin.

Il n'était plus possible de faire autrement. Mais le fait que l'on essaie de justifier la reprise en parlant de victoire ne trompait pas grand monde. En fait, et la plupart des grévistes en étaient bien conscients, la victoire, c'était que l'on avait forcé Tachon à reculer.

Mais ce que certains ont compris aussi, c'est que pour se battre contre Tachon, il a fallu se battre d'abord contre la Bourse du Travail.

(Correspondant L.O.)

(Photo L.O.)

AU BLANC-MESNIL, CHEZ LEGAL :

les retombées de la grève

CHEZ « Legal », entreprise du trust « General Food » au Blanc-Mesnil, les élections de délégués qui ont eu lieu récemment, ont été marquées par la présentation pour la première fois d'une liste « Force Ouvrière ». Ce syndicat s'est présenté sur une propagande anti-grève, et ce, le mois qui a suivi une grève de plus de quinze jours, qui s'est soldée par un recul du patron (5 % d'augmentation et 2% pour octobre au lieu de 3,70 % prévus, et le paiement d'une journée de grève), mais aussi par une perte sensible pour les ouvriers.

Sur 173 inscrits et 162 votants, cette liste a obtenu 46 voix contre 101 à la C.G.T., et a obtenu ainsi un poste de délégué. Ce succès relatif s'explique par l'attitude de certains délégués C.G.T. et surtout celle de la Fédération de l'Alimentation pendant la grève, qui poussait à la reprise depuis le début, préconisait des débrayages limités et en fait, démoralisait les ouvriers.

Fait caractéristique par ailleurs, un ouvrier syndiqué C.G.T. a remis sa carte après la grève et a remis une lettre à un délégué syndical de chez Legal pour transmission à la Fédération, où il leur fait le grief d'avoir refusé de le laisser assister à l'entretien entre délégués et représentants de la fédération, au moment de la grève.

« ...Ce droit m'ayant été refusé, j'estime donc avoir été frustré et avoir été considéré juste comme un militant prenant et payant sa carte, et non comme un syndiqué responsable.

« Pourtant, dans le statut syndical de la C.G.T., le syndiqué a le droit de regard sur toutes les activités des délégués et de la section, même si les camarades de la Fédé sont présents. Vous, militants de base, je vous connais, eux, je ne les connais pas. De toute façon, tu voudras bien présenter ma carte et cette lettre à la Fédé. Malgré cela, je reste avec certains délégués et pour la lutte si cela est nécessaire.

Amicalement. »

La Fédération a dû faire pression aussi pour que soit exclu de la C.G.T. le militant qui avait pris l'initiative du comité de grève et qui, depuis longue date, participe comme militant actif (il a été plusieurs fois délégué) au travail de la section C.G.T. Il est connu pour ses idées révolutionnaires. S'il a pu être écarté des listes de délégués cette année, aucune décision d'exclusion n'a pu être prononcé contre lui, cette alternative ayant provoqué de violentes discussions et des heurts au sein de la section syndicale.

Voilà un peu plus d'un mois après, quelles ont été les retombées de la grève chez Legal !